Envoyé en préfecture le 10/03/2023
Reçu en préfecture le 10/03/2023
Publié le 10/03/2023
ID : 060-246000897-20230228-2023_02_3188-DE

Plaine d'Estrees
COMMUNAUTE DE COMMUNES

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2023

Analyse Rétro prospective 2019-2026

Conseil communautaire du 28 février 2023

Envoyé en préfecture le 10/03/2023
Reçu en préfecture le 10/03/2023
Publié le 10/03/2023
ID : 060-246000897-20230228-2023_02_3188-DE

SOMMAIRE

I-Les objectifs et le cadre juridique du DOB	4
1. Les objectifs du DOB	4
2. Le DOB	4
3. Le rapport	4
4. Délibération et publicité	4
II- Contexte général : situation économique et sociale	5
1. Croissance : une contraction du PIB en 2023	5
2. Inflation : Un pic prévu en début d'année	6
3. Emploi : Un taux de chômage au plus bas	8
4. Déficit public : la crise énergétique ralentit le redressement des finances publiques	9
III- LOI DE FINANCE 2023 - Les principales mesures relatives aux collectivité locales	9
1. Les dispositions relatives aux dotations de l'Etat et aux collectivités territoriales	10
2. Les mesures anti-inflation	11
3. Les dispositions relatives à la fiscalité	12
4. Dispositions diverses	14
IV- ANALYSE FINANCIERE RETROPROSPECTIVE 2019 A 2026	15
1. La stratégie financière proposée pour 2023-2026	15
1.1 Une politique d'investissement ambitieuse	15
1.2 Les premiers effets de l'inflation en 2022 s'accentuent en 2023	15
1.3 Une masse salariale contrainte et maîtrisée	16
1.4 Une fiscalité dynamique	16
2. Les orientations 2023	17
2.1 Renforcer l'attractivité économique du territoire	17
2.2 Renforcer et structurer les investissements de la collectivité autour du cycle de l'eau	17
2.3 Inscrire le territoire dans la transition énergétique	18
2.4 Organiser la mobilité sur le territoire en encourageant les mobilités durables	18
2.5 Réduire la production de déchets et favoriser le recyclage et le tri	18
2.6 Intégrer les enjeux agricoles et environnementaux dans les projets du territoire	18
2.7 Cohésion sociale et habitat	19
2.8 Favoriser l'accès et l'éducation à la culture	19
2.9 Accompagner les communes en matière d'aménagement d'urbanisme et de planification	19
3. La chaine de financement de 2019 à 2026	20
4. Les recettes de fonctionnement	21
4.1. Aperçu détaillé des recettes fonctionnement	21
4.2. Aperçu détaillé de la fiscalité	22
5. Les dépenses de fonctionnement	23
5.1. Aperçu détaillé des dépenses de fonctionnement	23
5.2. Les charges de personnel	23
5.3. Impact de l'évolution du Coefficient d'intégration fiscale (CIF) sur le Fonds national de Péréquation des ressources Intercommunales et Communales (FPIC)	25
5.4. Évolution des soldes et des marges d'épargne	28
6. Les dépenses d'investissement	29
7. Les recettes d'investissement	30
8. Le financement de l'investissement	31
8.1. La vue globale	32
	32

Envoyé en préfecture le 10/03/2023
Reçu en préfecture le 10/03/2023
Publié le 10/03/2023
ID : 060-246000897-20230228-2023_02_3188-DE

8.2. Analyse de la dette	33
9. Le ratios et les indicateurs	34
10. FICHES D'OPERATIONS DETAILLEES	35
11. PROSPECTIVE FINANCIERE DU BUDGET PRINCIPAL 2023-2026 AVEC L'ENSEMBLE DES PPI	45
12. Les budgets annexes obligatoires	46
12.1 Budget Annexe Transports-Mobilité	46
12.2 Budget Annexe ZAC de MOYVILLERS	46
12.3 Budget Annexe ZAE de REMY	48
12.4 Budget Annexe ZAE de CANLY	48
12.5 Budget Annexe BaCOSPAC – Assainissement collectif	48
12.6 Budget Annexe BaANC – Assainissement Non collectif	55
12.7 Budget Annexe BaEP – Eau potable	55
12. Lexique	60

Envoyé en préfecture le 10/03/2023
Reçu en préfecture le 10/03/2023
Publié le 10/03/2023
ID : 060-246000897-20230228-2023_02_3188-DE

I-Les objectifs et le cadre juridique du DOB

1. Les objectifs du DOB

Le DOB a pour but de renforcer la démocratie participative en instaurant une discussion au sein de l'assemblée délibérante sur les priorités et les évolutions de la situation financière de la collectivité. Il améliore l'information transmise à l'assemblée délibérante. Il donne également aux élus la possibilité de s'exprimer sur la situation financière de leur collectivité.

2. Le DOB

Le DOB est une étape obligatoire dans le cycle budgétaire des communes de plus de 3500 habitants et des EPCI comprenant au moins une commune de 3500 habitants et plus. Selon la jurisprudence, la tenue du DOB est une formalité substantielle. Par conséquence, toute délibération relative à l'adoption du budget qui n'a pas été précédée d'un tel débat est entachée d'illégalité.

Ce rapport donne lieu à un débat qui doit se tenir dans les 2 mois précédant l'examen du budget. Celui-ci est acté par une délibération spécifique. Cette délibération doit également être transmise au représentant de l'Etat dans le département.

Le budget primitif est voté au cours d'une séance ultérieure et distincte, le DOB ne peut intervenir ni le même jour, ni à la même séance que le vote du budget.

3. Le rapport

S'agissant du document sur lequel s'appuie ce débat, les nouvelles dispositions imposent au maire, et par transposition au président d'EPCI, de présenter à son assemblée délibérante un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Cette obligation concerne les communes de plus de 3 500 habitants et les EPCI comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (Art.L.2312-1 et L.5211-36 du CGCT). Pour les communes de plus de 10 000 habitants, ce rapport comporte également une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs.

Ce rapport doit être transmis au représentant de l'Etat dans le département et publié. Pour les EPCI, il doit également être transmis aux communes membres.

Il précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail.

Depuis la Loi de programmation des finances publiques 2018-2022, ce rapport doit obligatoirement faire figurer les objectifs d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement et du besoin de financement de la collectivité (BP et BA).

4. La délibération et publicité

La délibération, obligatoire, permet de prendre acte de la tenue du DOB et de prémunir les collectivités contre un éventuel contentieux engagé par un tiers devant une juridiction administrative.

Le DOB est relaté dans un compte-rendu de séance. Le DOB des EPCI doit être transmis obligatoirement aux communes membres et celui des communes au président de l'EPCI dont la commune est membre dans un délai de 15 jours.

Dans un délai de 15 jours suivant la tenue du DOB, il doit être mis à la disposition du public à la mairie, ou au siège de l'EPCI.

Le public doit être avisé de cette mise à disposition par tout moyen : site internet, publication, ….

Envoyé en préfecture le 10/03/2023
Reçu en préfecture le 10/03/2023
Publié le 10/03/2023
ID : 060-246000897-20230228-2023_02_3188-DE

Afin de permettre aux citoyens de disposer d'informations financières claires et lisibles, le rapport adressé aux organes délibérants à l'occasion du débat sur les orientations budgétaires de l'exercice doit être mis en ligne sur le site internet de la collectivité, lorsqu'il existe, dans un délai d'un mois après son adoption.

II- Le contexte général : situation économique et financière

La crise énergétique et l'inflation, en partie liées à la guerre en Ukraine, marquent la loi de finances initiale pour 2023.

Le gouvernement table sur une prévision de croissance de 1% et sur une inflation de 4.2% en 2023. Le principal aléa de ce scénario est l'évolution de la guerre en Ukraine et ses conséquences sur l'activité des prix de gros de l'énergie.

En 2022, comme en 2023, le déficit public se stabiliserait à 5% du PIB. Le déficit de l'Etat atteindrait 165 Mds € en 2023 (+ 7 Mds par rapport au texte initial). Le poids de la dette publique baisserait de 111.6% du PIB en 2022 à 111.2% en 2023.

Prévision loi de finances 2023 :

• Contexte macro-économique	
Croissance France	1,0 %
Croissance Zone €	1,5 %
Inflation	4,2 %
• Administrations publiques	
Croissance en volume de la dépense publique	-1,5 %
Déficit public (% du PIB)	5,0 %
Dette publique (% du PIB)	111,2 %

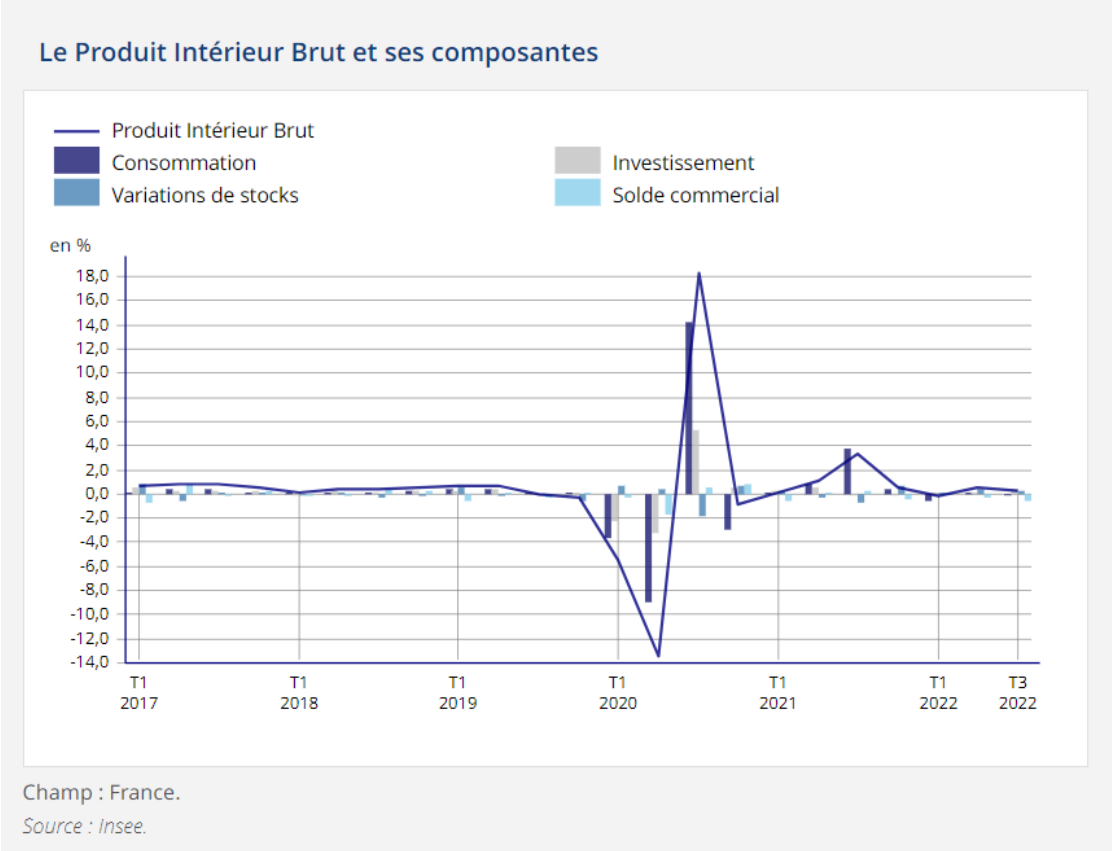
1) Croissance : une contraction du PIB en 2023 (+ 0.3 % selon la Banque de France) mais pas de récession en vue

Comparée aux prévisions formulées fin 2021, l'activité économique française aura été en 2022 bien moins forte que prévu, en raison de la guerre en Ukraine et de la crise énergétique qui en a découlé.

En France, l'année 2023 devrait être bien différente de 2022, marquée par une croissance soutenue de 2,6 % en 2022. « Cette année devrait marquer un fort ralentissement, mais devrait échapper à l'atterrissage brutal qui était redouté il y a quelques mois », estime François Villeroy de Galhau, le gouverneur de la Banque de France. Avec une croissance du produit intérieur brut (PIB) de 0,1 % au quatrième trimestre de 2022, la France devrait échapper à la récession, marquée par deux trimestres successifs de recul.

Envoyé en préfecture le 10/03/2023
Reçu en préfecture le 10/03/2023
Publié le 10/03/2023
ID : 060-246000897-20230228-2023_02_3188-DE

Pour 2023, l'institution monétaire table sur une croissance de 0,3 %, avant une reprise en 2024 à 1,2 %. Il est vraiment d'inquiétude sur le front de la croissance, quand bien même la prévision 2023 est nettement en dessous de la prévision du gouvernement.



Jusqu'ici, l'activité française s'est révélée relativement résiliente face à l'envolée de l'inflation et devrait, malgré le ralentissement attendu fin 2022, croître de 2,5 % en moyenne en 2022.

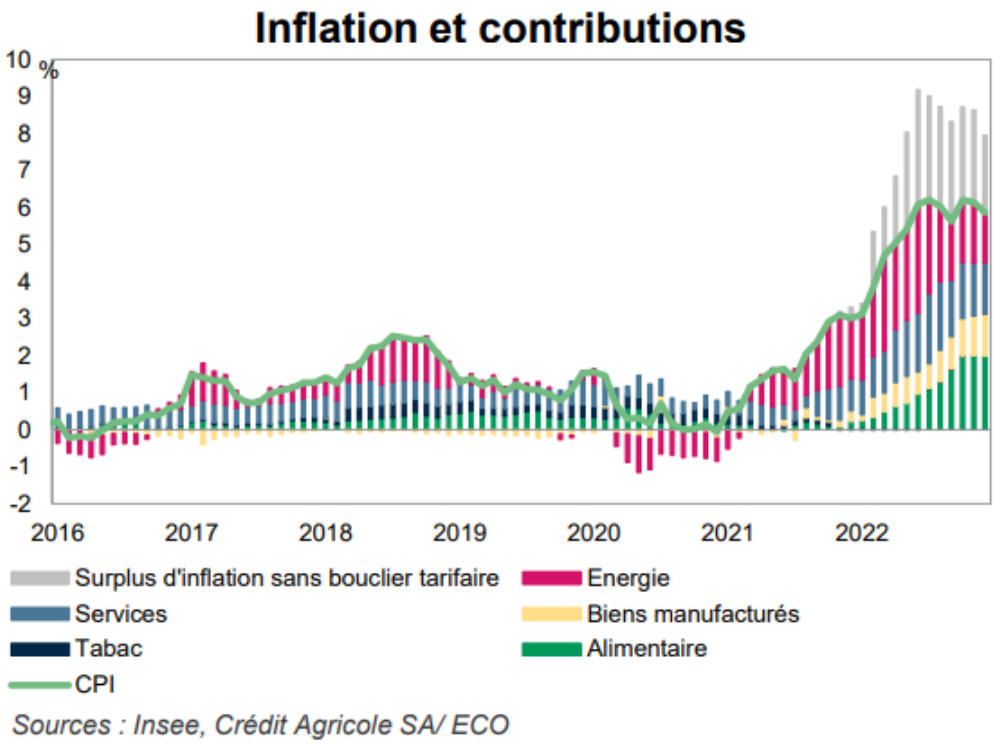
2) Inflation : un pic prévu en début d'année puis un ralentissement avec des prix de l'énergie stabilisés à un niveau élevé

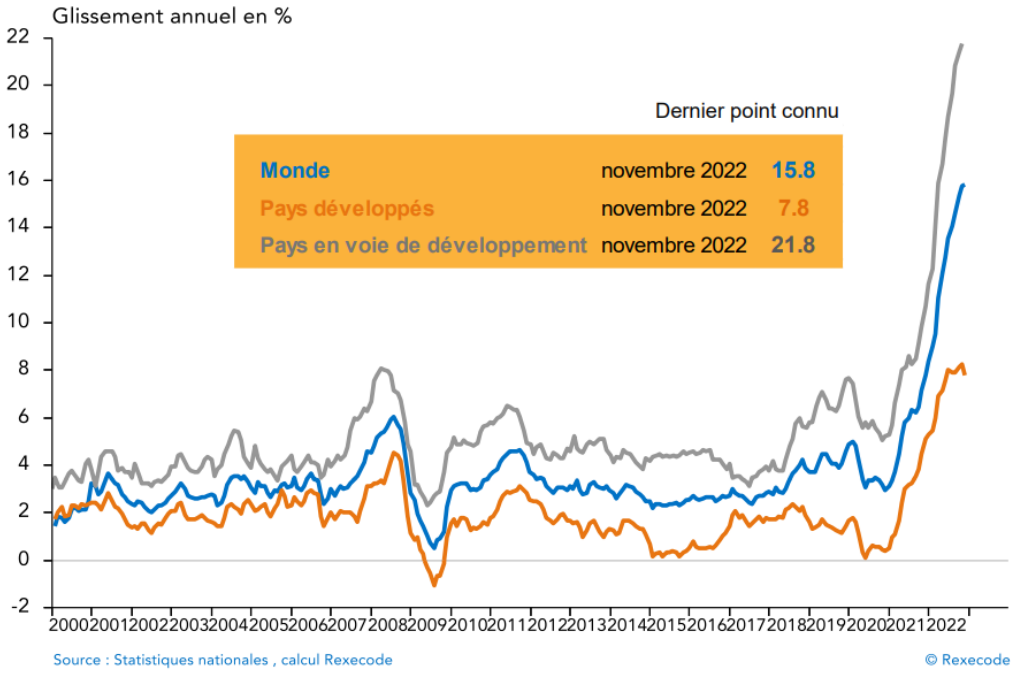
Alors que le prix d'importation des produits industriels dépasse encore 20% sur un an, **l'inflation des prix de consommation s'est établie à 6,2% en novembre et 5,9% en décembre**, signe que l'augmentation des coûts de production sur les prix de vente est pour l'instant partielle et se fait progressivement. Ainsi, même si le pic d'inflation semble passé depuis plusieurs mois sur les prix des biens intermédiaires et si certaines tensions d'approvisionnement sont désormais apaisées, **l'inflation devrait rester élevée** en 2023. Un pic d'inflation est prévu **autour de 7% début 2023**, suivi d'une baisse progressive. **Après avoir atteint 5,2% en 2022, l'inflation devrait se situer autour de 5% en moyenne annuelle en 2023**.

Alors que le bouclier tarifaire sur les prix de l'énergie sera en grande partie reconduit (avec une hausse des prix du gaz et de l'électricité plafonnée à 15% en 2023), l'augmentation des prix de l'énergie ne devrait plus être le principal moteur de l'inflation. En 2022, le bouclier tarifaire a permis de réduire de 2,2 points l'augmentation des prix de consommation en France. Il explique en grande partie l'écart d'inflation entre la France et les autres pays européens. En 2023, le bouclier tarifaire sera cependant moins efficace pour contenir l'inflation, son effet moyen sur 2023 étant estimé à environ 1,5 point. Désormais, c'est l'augmentation des prix des biens alimentaires qui pèse le plus lourdement sur le budget des consommateurs, alors que ce poste représente 18% du panier de consommation en biens et services des ménages.

Envoyé en préfecture le 10/03/2023
Reçu en préfecture le 10/03/2023
Publié le 10/03/2023
ID : 060-246000897-20230228-2023_02_3188-DE

Cependant, ce poste de dépense est plus important pour les ménages à faibles revenus qui ont en outre une propension à consommer plus élevée (part du revenu consacrée à la consommation) et qui risquent donc de devoir réduire leurs dépenses non essentielles dans un contexte de baisse du pouvoir d'achat.





Envoyé en préfecture le 10/03/2023
Reçu en préfecture le 10/03/2023
Publié le 10/03/2023
ID : 060-246000897-20230228-2023_02_3188-DE

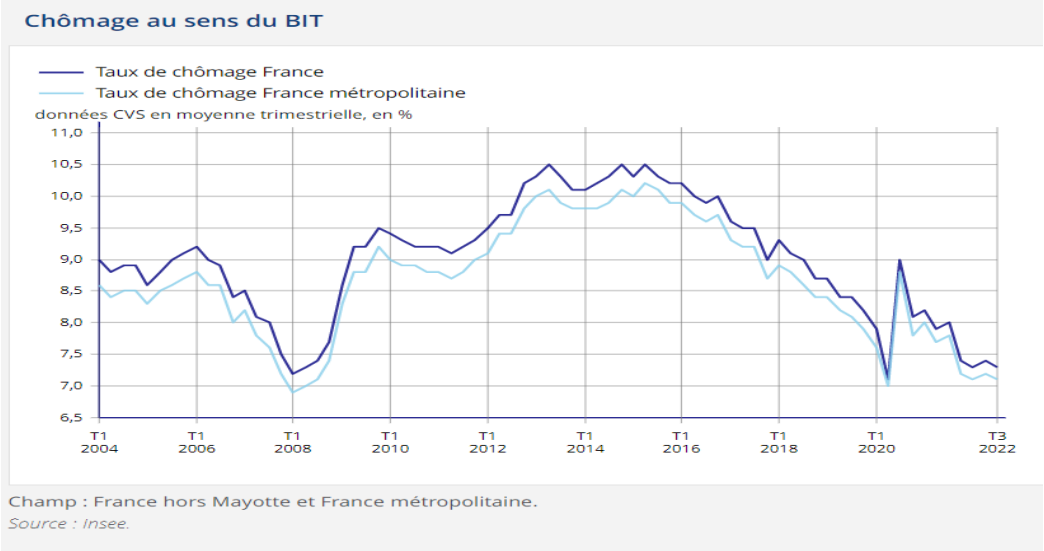
3) Emploi : un taux de chômage au plus bas et un marché de travail sous tension

Depuis 2021, le dynamisme du marché du travail ne cesse pas de surprendre, sa vigueur étant plus soutenue que celle de l'activité économique. L'emploi a en effet progressé de 3,9 % entre fin 2019 et le 3ème trimestre 2022 tandis que le PIB ne progressait que de 1,1 %.

Profitant des fortes créations d'emploi dans un contexte de hausse de la population active, le taux de chômage recule globalement depuis fin 2020. **Il est passé en France métropolitaine de 8,8% en 2020 à 7 % fin 2022**, niveau où il est quasi stable depuis un an.

Néanmoins, la Banque de France tranche avec le volontarisme du gouvernement en matière d'emploi, le ministère du Travail s'étant fixé un objectif de plein-emploi à la fin du quinquennat, soit environ 5 % de taux de chômage, en partant de 7 % actuellement. Les prévisions des services de la Banque de France laissent entrevoir une autre trajectoire. Selon ses projections, **le taux de chômage** au sens du Bureau international du travail **atteindrait 7,7 % fin 2023, 8,3 % fin 2024 et 8,2 % fin 2025.**

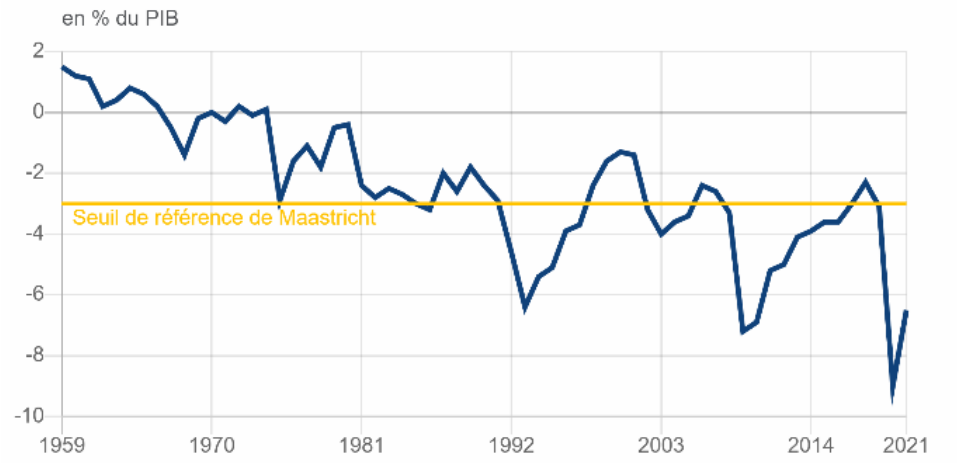
En dépit du ralentissement de l'activité économique à l'œuvre, les difficultés de recrutement rencontrées par les entreprises ne faiblissent pas selon les enquêtes de conjoncture, signe du maintien des tensions sur le marché du travail. Au contraire, la part des entreprises françaises rencontrant des difficultés de recrutement atteint des niveaux records dans les grands secteurs de l'économie fin 2022. Ainsi, 83 % des entreprises de la construction étaient concernées en octobre 2022, 65 % dans l'industrie manufacturière et 62 % dans les services.



Envoyé en préfecture le 10/03/2023
Reçu en préfecture le 10/03/2023
Publié le 10/03/2023
ID : 060-246000897-20230228-2023_02_3188-DE

4) Déficit public : la crise énergétique ralentit le redressement des finances publiques

Marqué, ces trois dernières années, par des interventions publiques massives en raison de la crise sanitaire puis de celle énergétique induite par la guerre en Ukraine, le déficit public, qui avait atteint le niveau inédit de 9 % en 2020, devrait poursuivre son redressement. Il est attendu à 5 % en 2022, après 6,5 % en 2021. La dette publique au sens de Maastricht devrait s'élever à 111,6 % du PIB contre 112,8 % en 2021 selon la loi de finances pour 2023. Pour 2023, le gouvernement prévoit une stabilisation du déficit public à 5 % du PIB et une dette publique également quasi-stable à 111,2 % du PIB. Le ratio de dépenses publiques devrait poursuivre sa baisse en 2023 pour s'établir à 56,9 %. La hausse progressive des taux directeurs de la Banque centrale européenne associée au ralentissement économique à l'œuvre devraient peser sur les finances publiques. Le taux d'intérêt obligataire de la France à 10 ans est reparti nettement à la hausse.



Source : INSEE

III- LOI DE FINANCE 2023 - Les principales mesures relatives aux collectivité locales

La discussion autour du projet de loi de finances a amené le Gouvernement à engager sa responsabilité à cinq reprises en déclenchant l'article 49, alinéa 3 de la Constitution.

La LFI 2023 contient des mesures d'ajustement, mais aussi quelques dispositions significatives. Conformément à la promesse de la campagne présidentielle, la CVAE est supprimée mais en deux temps, afin de financer le bouclier tarifaire. Les modalités de compensation pour les collectivités qui perdent toute cette ressource dès 2023 passent par l'attribution d'une fraction de TVA. Autre mesure, un « fonds vert » au service de la transition écologique des collectivités : augmenté à deux milliards € d'argent frais, le texte adopté limite son application à 2023. Puis, une première depuis treize ans : l'augmentation - nominale - de la DGF de 320 millions € sur un total de 26,9 milliards €. Face à l'inflation qui impacte fortement les budgets des collectivités, la loi met en place un filet de sécurité centré sur les dépenses énergétiques, un bouclier tarifaire et un amortisseur sur les tarifs de l'électricité.

Envoyé en préfecture le 10/03/2023
Reçu en préfecture le 10/03/2023
Publié le 10/03/2023
ID : 060-246000897-20230228-2023_02_3188-DE

1. Les dispositions relatives aux dotations de l'Etat et aux collectivités territoriales

1.1 Hausse des transferts financiers de l'Etat aux collectivités dans la LFI 2023 (Art 109,111 et 195)

Ils atteignent 110 milliards € en LFI 2023 à périmètre courant, en hausse de 3,9 % (+ 4,1 milliards €) par rapport à la LFI 2022. Cette augmentation est principalement liée au fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires et à la hausse des Prélèvements Sur les Recettes (PSR)

La DGF atteint un montant de 26,9 Mds €. Le gouvernement a décidé, pour la première fois depuis 13 ans, d'abonder la DGF de 320 Millions €. Cette revalorisation permettra, à une grande majorité des communes, de voir leur DGF augmenter en 2023 et plus particulièrement de renforcer le soutien aux communes rurales par une enveloppe de 200 Millions € fléchée exclusivement sur la Dotation de Solidarité Rurale (DSR).

Stagnation des dotations de soutien à l'investissement local en 2023 sauf la DSIL

Les dotations d'investissement allouées aux communes et EPCI s'élèvent à 1,8 milliard € dans la LFI 2023, montant en baisse (lié à la DSIL) comparativement à 2022 :

- Dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) : 1 046 millions €
- Dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) : 570 millions € (-337 millions € par rapport à 2022)
- Dotation politique de la ville (DPV) : 150 millions €

1.2 Majoration possible de la DETR et de la DSIL (Art 198)

La préfète prendra en compte le caractère écologique des projets lors de la fixation des taux de subvention pour la DETR et la DSIL, afin que les opérations d'investissement favorisant la transition écologique puissent bénéficier d'un taux de subvention majoré.

1.3 Création d'un « fonds vert » (Art 131)

Le Gouvernement, engagé en matière de lutte contre le changement climatique, a annoncé fin août 2022 la création d'un fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires : le « fonds vert » inscrit dans cette LFI. Ce fonds, doté de 2 milliards € d'autorisations d'engagement pour 2023, vise à soutenir les projets des collectivités territoriales en termes de :

- Performance environnementale (rénovation des bâtiments publics des collectivités, modernisation de l'éclairage public, valorisation des biodéchets)
- Adaptation des territoires au changement climatique (risques naturels, renaturation)
- Amélioration du cadre de vie (friches, mise en place de zones à faible émission, …)

1.4 Réforme du dispositif de remboursement des frais de garde, du dispositif de compensation des frais de protection fonctionnelle des élus et de la dotation particulière relative aux conditions d'exercice des mandats locaux (Art 110)

Une loi de 2019 prévoit un dispositif de remboursement par les communes des frais de garde d'enfants ou d'assistance aux personnes âgées engagées par les membres du conseil municipal. Pour les communes de moins de 3 500 habitants, le remboursement de la collectivité fait l'objet d'une compensation par l'État sur demande de la

Envoyé en préfecture le 10/03/2023
Reçu en préfecture le 10/03/2023
Publié le 10/03/2023
ID : 060-246000897-20230228-2023_02_3188-DE

commune et avec pièces justificatives. La création d'une part supplémentaire de la dotation particulière relative aux conditions d'exercice des mandats locaux (DPEL) permettra de verser automatiquement et plus simplement (sans demande préalable) une compensation forfaitaire à ces petites communes, selon un barème qui sera fixé par décret en Conseil d'État.
De plus, cette loi prévoit un dispositif de compensation des frais engagés par les communes de moins de 3 500 habitants pour la souscription de contrats d'assurance afin de couvrir les coûts liés à l'obligation de protection fonctionnelle à l'égard du maire et des élus. Aujourd'hui, cette dotation est versée sous forme de dotation budgétaire aux petites communes et elle nécessite tous les ans la création manuelle par les préfectures de près de 32 000 engagements juridiques, pour des montants individuels limités. La LFI transforme cette dotation budgétaire en majoration de la DPEL afin de verser cette compensation liée à l'exercice des mandats locaux sous forme d'un prélèvement sur recettes, sans création d'engagements juridiques. Le barème de la compensation ne sera pas changé et le montant de la majoration correspond aux crédits prévus en 2022 pour cette dotation budgétaire.

1.5 Dotation pour les titres sécurisés (Art 201)

Les communes équipées de stations (dispositif de recueil) ont été fortement sollicitées pour enregistrer les demandes de titres sécurisés (cartes nationales d'identité et passeports). Afin d'accompagner financièrement celles qui se sont mobilisées pour réduire les délais, la loi de finances rectificative pour 2022 a débloqué une enveloppe exceptionnelle de 10 millions €.

L'État estime que les demandes vont rester élevées pour les années à venir, c'est pourquoi cet article réforme la dotation pour les titres sécurisés afin d'augmenter le soutien financier de 20 millions €. Les modalités de la réforme restent à définir pour conduire à :

- Augmenter la dotation forfaire
- Renforcer le soutien aux communes qui enregistrent un nombre élevé de demandes
- Majorer la dotation pour les communes utilisant une plateforme de prise de rendez-vous en ligne interopérable avec la station

2. Les mesures anti-inflation

3.1 Le bouclier tarifaire (article 64)

Les petites communes (celles dont les recettes sont inférieures à 2 M€ et qui comptent moins de 10 agents) bénéficient, comme les particuliers et les PME, du bouclier tarifaire qui permet de limiter à 15% la hausse (contre 4% en 2022) des tarifs réglementés de l'électricité.

3.2 Filet de sécurité (Art 113)

La loi de finances rectificative pour 2022 a instauré une aide pour soutenir les collectivités les plus fragiles face à l'inflation et au relèvement du point d'indice. La période inflationniste se prolonge en 2023 et donne lieu à la création d'un nouveau dispositif d'aide aux collectivités. Cette dotation concerne les communes et leurs groupements qui répondent aux critères cumulatifs suivants :

- Une épargne brute 2023 en baisse de plus de 15 % entre 2022 et 2023 (contre 25% pour l'année 2022)
- Le potentiel financier par habitant doit être inférieur au double du potentiel financier moyen par habitant des communes ou groupements de même strate démographique

Envoyé en préfecture le 10/03/2023
Reçu en préfecture le 10/03/2023
Publié le 10/03/2023
ID : 060-246000897-20230228-2023_02_3188-DE

La dotation est égale à 50 % de la différence entre l'augmentation des dépenses d'approvisionnement en énergie, électricité et chauffage urbain (entre 2022 et 2023) et 50 % de celle des recettes réelles de fonctionnement. Les collectivités qui pensent être éligibles, peuvent faire une demande d'acompte avant le 30 novembre 2023.

3.3 L'amortisseur électricité (article 181)

Outre la prorogation des boucliers tarifaires sur l'électricité et le gaz, l'article 181 de la loi de finances pour 2023 crée un « amortisseur électricité » au profit des collectivités territoriales et leurs regroupements, quelle que soit leur taille, sans condition. Après avoir attesté de leur éligibilité au dispositif auprès de leur fournisseur, les collectivités et les EPCI bénéficieront d'une prise en charge de moitié de la part de la facture qui dépasse 180 €/MWh (dans la limite de 500 €/MWh).

Prix moyen de l'électricité contractualisé (hors acheminement et taxes)	**Montant unitaire d'aide perçue**	**Prix après amortisseur électricité**
100 €/MWh	-	100 €/MWh
180 €/MWh	-	180 €/MWh
200 €/MWh	10 €/MWh	190 €/MWh
300 €/MWh	60 €/MWh	240 €/MWh
400 €/MWh	110 €/MWh	290 €/MWh
500 €/MWh	160 €/MWh	340 €/MWh
600 €/MWh	160 €/MWh	440 €/MWh

4. Les dispositions relatives à la fiscalité

4.1 La revalorisation forfaitaire des bases d'imposition

Il n'y a aucune mesure dans la loi de finances pour 2023 qui traite la question de la revalorisation forfaitaire des bases d'imposition. La commission des finances de l'Assemblée nationale avait bien voté un amendement pour limiter la revalorisation des valeurs cadastrales à 3.5%, mais il n'a finalement pas été retenu dans le texte final. Ainsi, au titre de 2023, l'actualisation des bases, telle que redéfinie en loi de finances pour 2018, est égale au résultat de l'équation suivante :

$$1 + \frac{(IPCHnov2022 - IPCHnov2021)}{IPCHnov2021}$$

Où IPCH est l'indice des prix à la consommation harmonisé (utilisé par les instances européennes).

$$Coeff2023 = 1 + \frac{(116{,}81 - 109{,}09)}{109{,}09} = 1 + 0{,}070767 = 1{,}0708$$

Pour 2023, l'actualisation forfaitaire des bases d'imposition sera de 7.1%.

Envoyé en préfecture le 10/03/2023
Reçu en préfecture le 10/03/2023
Publié le 10/03/2023
ID : 060-246000897-20230228-2023_02_3188-DE

4.2 Suppression de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) (Art 53)

Cette mesure vise à soutenir la compétitivité des entreprises françaises en poursuivant l'allégement de leur imposition. La loi de finances pour 2021 avait initié ce mouvement en divisant par deux le taux de CVAE (passant de 1,5 % à 0,75 %), ce qui correspond à la suppression de la part de CVAE perçue par les régions. Ces dernières sont alors compensées par l'attribution d'une fraction de TVA.
Cet article supprime la CVAE en deux temps pour les entreprises : en 2023, le taux est de 0,375 % puis suppression complète en 2024. Du côté des collectivités (départements et bloc communal), la perte de CVAE sera effective dès 2023. Ainsi, la part de CVAE perçue en 2023 sera affectée au budget de l'État.
La compensation liée à la perte de recettes de la CVAE se fera par une fraction de TVA. Elle correspond à la moyenne des montants de CVAE (y compris la CVAE exonérée compensée) perçue sur les années 2020 à 2023, et ce uniquement pour les collectivités ayant reçu un montant de CVAE en 2022. Chaque année, la fraction de TVA sera constituée de deux parties :

- Un montant fixe qui correspond à la compensation,
- La dynamique de TVA (si elle est positive) qui ne sera pas affectée de la même façon selon les échelons de collectivités. Pour les communes et les EPCI à fiscalité propre, la dynamique alimentera un fonds national d'attractivité des territoires et sera repartie (critères à définir) entre les collectivités pour les inciter à maintenir l'attractivité économique de leur territoire. Quant aux départements, ils vont bénéficier directement et individuellement de la dynamique de TVA associée à leur fraction.

Dans les projections du gouvernement, l'évolution prévisionnelle de la TVA nette pour 2023 est indiquée à 5.1% (9.6% en 2022). Toutefois, la compensation n'est pas calculée à partir de la CVAE qu'auraient perçue les collectivités en 2023 en l'absence de réforme ce qui constitue pour elles un manque à gagner de 670 M€ dont :

- 500 M€ ont été affectés au fonds vert dont les AP sont passés de 1.5 Md€ à 2Md€
- 200 M€ ont été affectés à la sécurité civile au profit des SDIS

Baisse du plafonnement de la contribution économique territoriale (CET)

Pour tenir compte de la suppression progressive de la CVAE, le plafonnement de la CET est modifié : passant de 2 % de la valeur ajoutée en 2022 à 1,625 % en 2023, puis 1,25 % à partir de 2024.
La CET étant composée de la CVAE et de la cotisation foncière des entreprises (CFE), à partir de 2024, ce plafonnement porte donc uniquement sur la CFE. En cas de dépassement, l'entreprise peut demander un dégrèvement de CFE.

4.3 Exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les logements sociaux

Pour bénéficier d'une exonération de 20 ans au lieu de 15 ans, les critères ne sont plus uniquement des critères de qualité environnementale mais s'élargissent pour devenir des critères de performance énergétique et environnementale du bâtiment.
Il existe des exonérations plus longues (25 ans) si le projet fait l'objet d'une subvention ou d'un prêt aidé. Ce mécanisme devait s'arrêter à la fin de l'année 2022, il est prolongé pour les décisions de subvention ou de prêt aidé prises avant le 31 décembre 2026.
Ces exonérations restent compensées par l'État.

Envoyé en préfecture le 10/03/2023
Reçu en préfecture le 10/03/2023
Publié le 10/03/2023
ID : 060-246000897-20230228-2023_02_3188-DE

4.4 Valeurs locatives des locaux professionnels (Art 103)

Les valeurs locatives des locaux professionnels font l'objet d'une réforme initiée en 2017 avec une actualisation des paramètres réalisée en 2022 pour une prise en compte en 2023.
Il y a un risque de réévaluation important et donc d'augmentation significative de l'imposition, c'est pourquoi cet article décale de deux ans (en 2025) la prise en compte de cette actualisation afin de s'assurer qu'elle ne conduise pas à une hausse trop élevée.
En attendant, la règle de revalorisation de droit commun s'applique, c'est-à-dire la moyenne de l'évolution annuelle des loyers des 3 années précédentes.

4.5 Valeurs locatives des locaux d'habitation (Art 106)

Au regard du décalage de l'actualisation des valeurs locatives des locaux professionnels, le calendrier de révision des valeurs locatives des locaux d'habitation est également repoussé de deux ans pour bénéficier du retour d'expérience. La finalité du calendrier est de repousser la mise en œuvre du 1er janvier 2026 au 1er janvier 2028.

4.6 Taxe sur les logements vacants (Art 74)

Cette taxe concerne les logements non occupés ou non loués par leur propriétaire. Elle s'applique de plein droit pour les communes en « zone tendue » (zone urbaine + 50 000 hab + critères spécifiques) et peut-être instaurée par délibération dans les autres communes. Cet article en augmente le taux, le faisant passer de 12,5 % à 17 % la 1ère année d'imposition, puis de 25 % à 34 % pour les années suivantes, afin d'inciter à la non-vacance des locaux.

4.7 Taxe d'aménagement (TA) (Art 141)

Les délibérations prévoyant les modalités de reversement, au titre de 2022 ou 2023, de tout ou partie de la taxe perçue par la commune à l'EPCI ou au groupement de collectivités dont elle est membre demeurent applicables tant qu'elles n'ont pas été rapportées ou modifiées par une délibération. Cette mesure portant sur 2022 est prolongée en 2023.
De plus, la perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales n'est plus compensée, à due concurrence, par une majoration de la DGF.

5. Dispositions diverses

5.1 Compte financier unique (Art 145)

La mise en œuvre du compte financier unique (CFU) fait l'objet d'une expérimentation par des collectivités s'étant portées volontaires. Deux périodes d'appels à candidature ont eu lieu en 2019 et 2021. Cet article ouvre une nouvelle phase pour se porter candidat et expérimenter le CFU sur les comptes de l'année 2023. Les collectivités volontaires doivent se faire connaitre avant le 30 juin 2023.

5.2 Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT) (Art 159)

Le CNFPT est financé en partie par l'État pour les frais de formation des apprentis employés par les collectivités. La création en 2022 d'une cotisation supplémentaire (maximum 0,1 %) à la charge des collectivités territoriales doit amorcer la diminution de la participation de l'État.
D'ici fin 2025, la part de l'État va diminuer pour être remplacée par un financement pris en charge par les collectivités territoriales. Les modalités en seront fixées ultérieurement.

Envoyé en préfecture le 10/03/2023
Reçu en préfecture le 10/03/2023
Publié le 10/03/2023
ID : 060-246000897-20230228-2023_02_3188-DE

IV – ANALYSE FINANCIERE RETROPROSPECTIVE 2019 A 2026

1. La stratégie financière proposée pour 2023-2026

1.1 Une politique d'investissement ambitieuse

La prospective financière de la Plaine d'Estrées est construite de façon à permettre le financement d'un programme pluriannuel d'investissement (PPI), tous budgets confondus, 2023-2026 ambitieux de :

- **27 M€ en dépenses**, reprenant les travaux, acquisitions et participations concourants à la réalisation des grands projets du mandat,
- **8 M€ en recettes**, correspondant aux subventions reçues sur les projets, au fonds de compensation de la TVA (FCTVA) et aux cessions.

Ainsi, la stratégie financière doit permettre :

- D'assurer un même niveau de service auprès des habitants et des communes,

- De financer le pacte financier et fiscal,

Pour cela, la CCPE doit activer tous les leviers à sa disposition et notamment un desserrement des contraintes financières :

- En utilisant progressivement l'épargne dégagée en fonctionnement,

- En empruntant avec un objectif de capacité de désendettement inférieur à 9 ans, tous budgets confondus.

Dans un contexte de ressources financières toujours plus contraintes, la CCPE s'est engagée en 2021 sur la révision de son pacte financier et fiscal. Cette révision a déjà permis une définition plus claire des compétences transférées à travers une re définition de l'intérêt communautaire pour les voiries et les pistes cyclables et proposera la mise en place d'une **Dotation de Solidarité Communautaire (DSC)** pour soutenir les budgets de fonctionnement des communes face aux contraintes conjoncturelles.

1.2 Les premiers effets de l'inflation en 2022 s'accentuent en 2023

L'augmentation du coût de l'énergie a nécessité l'ajout de crédits supplémentaires en 2022 (+ 70 000€ pour la piscine). Grâce aux efforts de chacun, cette augmentation associée à celle des prix des autres produits et services a pu être absorbée dans les prévisions initiales de dépenses dans l'année. En effet, les charges de fonctionnement courant sont stables entre 2021 et 2022.

Prise en compte des hausses des coûts énergétiques pour 2023 :

- Piscine

Reprise en régie des contrats de fournitures d'électricité au 1er septembre 2022 (contrat groupé SEZEO avec Proxelia) et de gaz au 1er novembre 2022 (appel d'offre SEZEO avec Proxelia à tarif variable) pour un coût global estimé à plus de 300 K€/an.

Envoyé en préfecture le 10/03/2023
Reçu en préfecture le 10/03/2023
Publié le 10/03/2023
ID : 060-246000897-20230228-2023_02_3188-DE

- Halle des sports et siège

	Halle des sports					
	PRIX TTC					
	Gaz Halle des sports					Estimation
	2016	2019	2020	2021	2022	2023
Consommations	382 974	337 062	193 163	272 314	212 883	210000
Coût annuel		16 483,00 €	10 728,73 €	14 665,60 €	15 255,58 €	16 800,00 €

	Electricité Halle des sports					Estimation
	2016	2019	2020	2021	2022	2023
consommations	55 282	41 900	23 903	20 317	26 423	25 000
coût annuel		8 812,24 €	4 159,00 €	3 998,22 €	5 335,67 €	20 193,28 €

	Siège					
	PRIX TTC					
	GAZ Siège					Estimation
	2016	2019	2020	2021	2022	2023
consommations	109864	117341	86031	111830	80256	70000
coût annuel		- €	- €	5 751,14 €	5 529,23 €	5 600,00 €

	Electricité Siège					Estimation
	2016	2019	2020	2021	2022	2023
consommations	23309	28976	35993	33390	34558	35 000
coût annuel		4 667,38 €	6 253,45 €	6 370,15 €	6 909,09 €	27 989,83 €

1.3 Une masse salariale contrainte et maîtrisée malgré des mesures incitatives

La revalorisation de 3.5 % du point d'indice servant de calcul de la rémunération des agents publics a été mise en place au 1er juillet 2022. La valeur du point d'indice était gelée depuis 2017, son augmentation s'inscrit dans la série de mesures devant permettre d'atténuer les effets de l'inflation pour les ménages. Néanmoins, l'augmentation de la masse salariale a été contenue à 3% entre 2021 et 2022.

D'autre part, le nouveau régime indemnitaire voté fin 2022 a été mis en place en janvier 2023 avec un montant de CIA (complément indemnitaire annuel) plafonné à 1 300 € Brut par agent.

1.4 Une fiscalité dynamique

La fiscalité reste globalement dynamique en 2022. Les bases foncières ont été fortement revalorisées à 3.4% (par comparaison avec les revalorisations à +0.2% en 2021 et +1.2% en 2020), impactant positivement le produit de la cotisation foncière des entreprises (+ 41% d'augmentation des bases entre 2021 et 2022 soit + 100 000€ entre 2021 et 2022) et la taxe foncière sur les propriétés bâties.

La fraction de TVA nationale, venant compenser la suppression de la taxe d'habitation, a suivi le mouvement de reprise de la consommation nationale (+ 75 000€ entre 2021 et 2022).

S'agissant spécifiquement de le CFE, entre 2021 et 2022, les évolutions s'expliquent en grande partie par le changement de statut de la société FM France (LSM) passant de local professionnel à local industriel avec une très forte hausse des bases. De plus, devenant établissement industriel, les bases sont réduites de moitié et sont compensées par les allocations compensatrices.

Envoyé en préfecture le 10/03/2023
Reçu en préfecture le 10/03/2023
Publié le 10/03/2023
ID : 060-246000897-20230228-2023_02_3188-DE

De plus, la mise à jour de locaux professionnels, la SAS compagnie française des métaux non ferreux et le SAS Groupe Vessière (LSM), L3F Retail (Chevrières), Pihen Logistique (Rémy), Le Plomb Français (ESD) et Duma Rent Paris (Canly) fait aussi varier à la hausse les bases.

	CA 2021	CA 2022	Variation CA2022/CA2021
Impôts directs locaux	3 922 526	4 236 888	314 362
Compensations Impôts directs locaux	1 979 935	2 401 160	421 225
CVAE	1 986 404	1 985 149	-1 255
TASCOM	59 490	62 230	2 740
IFER	168 616	244 232	75 616
Compensations TP	108 903	111 622	2 719
TEOM	1 200 405	1 154 514	-45 891
TAXE GEMAPI	70 542	70 540	-2
Compensation TAXE GEMAPI	11 451	11 451	0
TOTAL RECETTES FISCALES	**9 508 272**	**10 277 786**	**769 514**

2. Les orientations 2023

2.1 Renforcer l'attractivité économique du territoire

Création d'un environnement favorable au maintien et au développement des entreprises :
- Aménager les ZAE (voiries, parking, liaisons douces)
- Maîtriser le développement des ZAE (ex : acquisition foncière ZAE ESD des parcelles FORD)
- Pérenniser et développer le port fluvial et la ZAE Paris Oise (intégration des contraintes PPRI, embranchement ferroviaire, station biocarburants (GNV et Hydrogène), réseau de chaleur, …)

Favoriser le développement d'un tourisme économique
- Travailler sur le marketing touristique de la Plaine d'Estrées au cœur du bassin de vie compiégnois (Offices de tourisme de Compiègne et de Pierrefonds)
- Accompagner les porteurs de projets pour développer leurs activités (priorités sur 2023 : Château de Le Fayel, domaine de l'Abbaye de LSM, Manoir des Essarts, …)

2.2 Renforcer et structurer les investissements de la collectivité autour du cycle de l'eau

- **Eau potable**
  Station de traitement d'eau potable à LSM (2 800 K€ entre 2023 et 2024)
  Interconnexion ESD/Hémévillers en 2023 et Forage Hémévillers en 2024
  Renforcement et renouvellement de canalisations (760 K€/an)
  Diagnostic réglementaire des forages
  Provision pour extension des réseaux (20 K€/an)

Envoyé en préfecture le 10/03/2023
Reçu en préfecture le 10/03/2023
Publié le 10/03/2023
ID : 060-246000897-20230228-2023_02_3188-DE

- **Assainissement**
  MOE création réseaux assainissement à Montmartin en 2023 et travaux en 2024 (1 100 K€)
  MOE reconstruction STEP ZAC Paris Oise puis travaux en 2024 (800 K€)
  Renouvellement de réseaux (600 K€/an)
  Provision pour extension de réseau (30 K€/an)
  Révision du zonage d'assainissement pour 5 communes dont les travaux seront engagés entre 2027 et 2032 (11 M€)

- **GEMAPI**
  Intégration de la ZAC Paris Oise dans les Zones à Enjeux Economiques du futur PPRI pour le développement économique de la zone

- **Ruissellement**
  Etude de prise de compétence puis délégation au SMOA

2.3 Inscrire le territoire dans la transition énergétique

- Politique de travaux ambitieuse sur les bâtiments publics (HDS, Siège et piscine)
- Affecter les nouvelles recettes environnementales au financement d'une OPAH

2.4 Organiser la mobilité sur le territoire en encourageant les mobilités durables

- Réaliser un schéma directeur des pistes cyclables
- Mettre en service la ligne régulière de transport public et le TAD
- Réaliser les 2 extensions de la voie verte (ESD/Rémy en 2023 et LSM/Rivecourt en 2024)
- Finaliser la pose des 5 stations vélos pour mailler le territoire (2 en 2023 et 3 en 2024)

2.5 Réduire la production de déchets et favoriser le recyclage et le tri

- Mettre en place le PLPDMA (Programme local de prévention des déchets ménagers et assimilés)
- Pérenniser et prioriser les animations scolaires
- Accompagner l'étude d'opportunité du SMDO sur les déchetteries pour intégrer le sujet d'une déchetterie/recyclerie sur le territoire
- Finaliser le scénario de traitement des déchets fermentescibles

2.6 Intégrer les enjeux agricoles et environnementaux dans les projets du territoire

- PAT (projet alimentaire territorial) et circuits courts
- Protection des captages d'eau potable et stratégie foncière

Envoyé en préfecture le 10/03/2023
Reçu en préfecture le 10/03/2023
Publié le 10/03/2023
ID : 060-246000897-20230228-2023_02_3188-DE

2.7 Cohésion sociale et habitat

- Se mettre en conformité avec le Schéma départemental des gens du voyage (Aire d'accueil des gens du voyage et terrains familiaux)
- Finaliser le Plan Local de l'Habitat au sein du PLUiH pour définir les aides habitat et les enveloppes dédiées
- Répondre à la pénurie de professionnels dans le domaine de la petite enfance (équipement public type crèche à intégrer dans le projet d'aménagement de l'ancien site du SDIS)

2.8 Favoriser l'accès et l'éducation à la culture

- Faire de la médiation culturelle au sein des établissements scolaires
- Animer le territoire avec la participation et l'investissement des habitants et des associations en favorisant de l'itinérance culturelle.

2.9 Accompagner les communes en matière d'aménagement d'urbanisme et de planification

- Développer une culture commune en matière d'aménagement sur le territoire en vue de l'approbation du PLUiH
- Définir une stratégie foncière sur les enjeux en urbanisme du territoire (Economie et habitat dans le cadre du ZAN, occupations illégales du foncier, agriculture et environnement, …)

Envoyé en préfecture le 10/03/2023
Reçu en préfecture le 10/03/2023
Publié le 10/03/2023
ID : 060-246000897-20230228-2023_02_3188-DE

3. La chaîne de financement de 2019 à 2026

€	2019	2020	2021	2022	**2023**	2024	2025	2026
Produits fonctionnement courant stricts	10 361 372	10 543 172	10 832 847	11 612 315	**11 568 810**	11 854 457	12 130 679	12 379 995
Impôts et taxes	9 077 722	9 135 779	8 260 623	8 683 178	8 727 533	8 953 354	9 167 011	9 363 213
Contributions directes	7 769 342	7 762 142	6 137 036	6 528 499	6 526 411	6 718 447	6 903 808	7 070 865
Attribution de compensation reçue	0	8 697	2 766	4 236	7 493	5 000	5 000	5 000
Reversements conventionnels reçus	0	0	0	0	0	0	0	0
TEOM	1 166 696	1 186 622	1 200 405	1 154 514	1 154 514	1 154 514	1 154 514	1 154 514
TVA transférée			788 223	863 738	906 925	943 202	971 498	1 000 643
Versement mobilité	0	0	0	0	0	0	0	0
Taxe Gemapi	0	0	0	0	0	0	0	0
Reversement FNGIR	61 651	61 651	61 651	61 651	61 651	61 651	61 651	61 651
Attribution FPIC	0	0	0	0	0	0	0	0
Solde impôts et taxes	80 033	116 667	70 542	70 540	70 540	70 540	70 540	70 540
Dotations et participations	1 084 593	1 147 543	2 280 176	2 610 215	2 718 249	2 777 242	2 838 955	2 891 202
DGF	772 616	792 023	769 072	747 108	732 552	720 993	717 695	718 522
Fonds de péréquation divers	20 026	18 864	19 170	21 889	21 863	20 607	19 318	18 002
Compensations fiscales	17 507	42 862	1 191 712	1 537 422	1 659 593	1 731 400	1 797 701	1 850 437
Compensations pertes de bases	0	0	0	0	0	0	0	0
DCRTP	29 569	28 082	28 082	28 082	28 082	28 082	28 082	28 082
FCTVA fct	30 185	49 757	49 507	48 659	48 659	48 659	48 659	48 659
Dotation COVID		0	0	0				
Dotation filet de sécurité				0	0	0		
Solde participations diverses	214 690	215 955	222 633	227 055	227 500	227 500	227 500	227 500
Autres produits de fct courant	199 057	259 850	292 048	318 921	123 027	123 861	124 713	125 580
Produits des services	196 424	259 848	292 047	318 919	123 025	123 859	124 711	125 578
Produits de gestion	2 633	2	1	2	2	2	2	2
Produits divers d'exploitation	0	0	0	0	0	0	0	0
Atténuations de charges	27 596	3 404	8 136	38 748	20 000	20 000	20 000	20 000
Produits de fonctionnement courant (A)	10 388 969	10 546 576	10 840 982	11 651 063	**11 588 810**	11 874 457	12 150 679	12 399 995
Produits exceptionnels larges	102	250 000	5 600	255	0	0	0	0
Produits financiers divers	0	0	0	0	0	0	0	0
Produits exceptionnels	102	250 000	5 600	255	0	0	0	0
Produits de fonctionnement (B)	10 389 071	10 796 576	10 846 582	11 651 318	**11 588 810**	11 874 457	12 150 679	12 399 995
Charges fonctionnement courant stricte:	4 048 799	4 834 027	5 457 045	5 441 122	**5 782 580**	5 959 307	6 142 529	6 332 494
Charges à caractère général	1 982 702	1 745 026	2 258 968	2 185 903	2 558 533	2 637 581	2 719 397	2 804 075
Charges de personnel	897 063	1 154 076	1 307 889	1 341 269	1 200 000	1 242 000	1 285 470	1 330 461
Autres charges de gestion courante (y	1 169 035	1 934 925	1 890 189	1 913 951	2 024 048	2 079 725	2 137 663	2 197 957
Autres charges fct courant	0	0	0	0	0	0	0	0
Atténuations de produits	4 970 462	4 359 791	4 115 872	4 149 743	4 335 224	4 309 653	4 277 884	4 250 484
AC versée	4 563 130	3 883 242	3 752 496	3 753 241	3 753 241	3 753 241	3 753 241	3 753 241
DSC versée	0	0	0	0	200 000	200 000	200 000	200 000
Reversements conventionnels versés	0	0	0	0	0	0	0	0
Contributions fiscales (FPIC, ...)	257 583	322 707	212 228	245 769	230 835	205 263	173 495	146 095
Prélèvement FNGIR	0	0	0	0	0	0	0	0
Prélèvement fiscal CRFP	149 639	149 639	149 639	149 639	149 639	149 639	149 639	149 639
Solde atténuations de produits	110	4 203	1 509	1 094	1 509	1 509	1 509	1 509
Charges de fonctionnement courant (C)	9 019 261	9 193 818	9 572 918	9 590 865	**10 117 805**	10 268 959	10 420 414	10 582 978
EXCEDENT BRUT COURANT (A-C)	**1 369 707**	**1 352 758**	**1 268 065**	**2 060 197**	**1 471 005**	**1 605 497**	**1 730 265**	**1 817 018**
Charges exceptionnelles larges	250 462	99 246	98 099	7 471	0	0	0	0
Frais financiers divers	0	0	0	0	0	0	0	0
Charges exceptionnelles	250 462	99 246	98 099	7 471	0	0	0	0
Charges de fct. hors intérêts (D)	9 269 723	9 293 064	9 671 017	9 598 336	**10 117 804**	10 268 959	10 420 413	10 582 978
EPARGNE DE GESTION (B-D)	**1 119 348**	**1 503 512**	**1 175 565**	**2 052 981**	**1 471 005**	**1 605 497**	**1 730 265**	**1 817 018**
Intérêts (E)	30 492	22 257	16 760	13 008	55 365	66 966	61 150	55 220
Charges de fonctionnement (F = D+E)	9 300 215	9 315 321	9 687 777	9 611 345	**10 173 169**	10 335 925	10 481 564	10 638 198
EPARGNE BRUTE (G = B-F)	**1 088 856**	**1 481 255**	**1 158 805**	**2 039 973**	**1 415 641**	**1 538 532**	**1 669 115**	**1 761 798**
Capital (H)	434 585	440 858	347 806	351 349	359 362	389 815	393 869	398 037
EPARGNE NETTE (I = G-H)	**654 272**	**1 040 397**	**810 999**	**1 688 624**	**1 056 278**	**1 148 717**	**1 275 246**	**1 363 761**
Dépenses d'investissement hors dette	1 191 034	979 440	1 243 029	1 566 383	5 682 136	4 263 000	2 855 000	1 601 000
Remboursement anticipé	0	0	0	0	0	0	0	0
Dép d'inv hors annuité en capital	**1 191 034**	**979 440**	**1 243 029**	**1 566 383**	**5 682 136**	**4 263 000**	**2 855 000**	**1 601 000**
EPARGNE NETTE	**654 272**	**1 040 397**	**810 999**	**1 688 624**	**1 056 278**	**1 148 717**	**1 275 246**	**1 363 761**
Ressources propres d'inv. (RPI)	63 878	52 795	234 047	303 635	0	0	500 000	1 014 541
Opérations pour compte de tiers (Rec)	0	0	0	0	0	0	0	0
Fonds affectés (amendes, ...)	11 080	0	0	0	0	0	0	0
Subventions yc DETR / DSIL	19 413	122 719	494 669	247 522	1 125 000	1 453 000	1 175 000	451 000
Emprunt	0	0	0	2 000 000	0	0	0	0
Variation du résultat global de clôture	- 442 392	236 471	296 686	2 673 397	-3 500 858	-1 661 283	95 246	1 228 301
Résultat Global de Clôture (RGC)	2 102 905	2 339 376	2 636 061	5 309 458	**1 808 600**	147 317	242 563	1 470 864

Envoyé en préfecture le 10/03/2023
Reçu en préfecture le 10/03/2023
Publié le 10/03/2023
ID : 060-246000897-20230228-2023_02_3188-DE

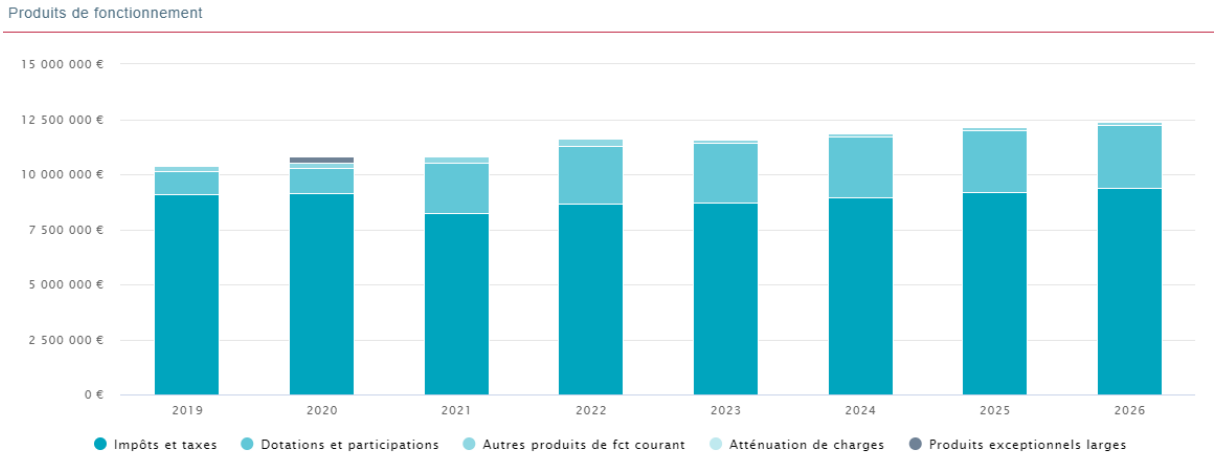
4. Les recettes de fonctionnement

4.1 Aperçu détaillé des recettes fonctionnement

En 2023, les recettes réelles de fonctionnement de la CCPE devraient globalement demeurer stables par rapport à 2022, en tenant compte, notamment, de la priorité donnée à la stabilité des taux d'imposition.

On anticipe une baisse tendancielle de la DGF accentuée par une diminution de la part intercommunalité de l'ordre de 14 000€ en 2023 à la suite de l'instauration de la Dotation de Solidarité Communautaire à hauteur de 200 000€.

€	2019	2020	2021	2022	**2023**	2024	2025	2026
Produits fonctionnement courant stricts	10 361 372	10 543 172	10 832 847	11 612 315	11 568 810	11 854 457	12 130 679	12 379 995
Impôts et taxes	9 077 722	9 135 779	8 260 623	8 683 178	8 727 533	8 953 354	9 167 011	9 363 213
Contributions Directes	7 769 342	7 762 142	6 137 036	6 528 499	6 526 411	6 718 447	6 903 808	7 070 865
Attribution FPIC	0	0	0	0	0	0	0	0
Attribution Compensation reçue	0	8 697	2 766	4 236	7 493	5 000	5 000	5 000
TEOM	1 166 696	1 186 622	1 200 405	1 154 514	1 154 514	1 154 514	1 154 514	1 154 514
Produit TVA transférée			788 223	863 738	906 925	943 202	971 498	1 000 643
Reversement FNGIR	61 651	61 651	61 651	61 651	61 651	61 651	61 651	61 651
7346 Taxe milieux aquatiques et inondations	80 033	80 079	70 542	70 540	70 540	70 540	70 540	70 540
Solde impôts et taxe	0	36 588	0	0	0	0	0	0
Dotations et participations	1 084 593	1 147 543	2 280 176	2 610 215	2 718 249	2 777 242	2 838 955	2 891 202
DGF	772 616	792 023	769 072	747 108	732 552	720 993	717 695	718 522
Fonds de péréquation (74)	20 026	18 864	19 170	21 889	21 863	20 607	19 318	18 002
Compensations fiscales	17 507	42 862	1 191 712	1 537 422	1 659 593	1 731 400	1 797 701	1 850 437
Dotation de compensation réforme TP	29 569	28 082	28 082	28 082	28 082	28 082	28 082	28 082
FCTVA fct	30 185	49 757	49 507	48 659	48 659	48 659	48 659	48 659
Dotation COVID		0	0	0				
Dotation filet de sécurité				0	0	0		
7478 Participat° Autres organismes	171 510	158 282	146 796	186 049	186 049	186 049	186 049	186 049
748388 - Compensation Taxe GEMAPI	0	0	11 451	11 451	11 451	11 451	11 451	11 451
Fonctionnement induit : 74	0	0	0	0	0	0	0	0
Solde participations diverses	43 180	57 673	64 386	29 555	30 000	30 000	30 000	30 000
Autres produits de fct courant	199 057	259 850	292 048	318 921	123 027	123 861	124 713	125 580
Produits des services	196 424	259 848	292 047	318 919	123 025	123 859	124 711	125 578
Mise à disposition de personnel	106 489	150 918	180 398	193 112	0	0	0	0
Fonctionnement induit : 70	0	0	0	0	0	0	0	0
Solde produits des services	89 935	108 930	111 649	125 808	123 025	123 859	124 711	125 578
Travaux en régie (reclassés)	0	0	0	0	0	0	0	0
Produits de gestion	2 633	2	1	2	2	2	2	2
Fonctionnement induit : 75	0	0	0	0	0	0	0	0
Solde produits de gestion	2 633	2	1	2	2	2	2	2
Produits divers d'exploitation	0	0	0	0	0	0	0	0
Atténuations de charges	27 596	3 404	8 136	38 748	20 000	20 000	20 000	20 000
Produits de fonctionnement courant	**10 388 969**	**10 546 576**	**10 840 982**	**11 651 063**	**11 588 810**	**11 874 457**	**12 150 679**	**12 399 995**
Produits exceptionnels larges	102	250 000	5 600	255	0	0	0	0
Produits financiers divers (76 hs int.)	0	0	0	0	0	0	0	0
Fonds de soutien emprunts risqués	0	0	0	0	0	0	0	0
Solde produits financiers divers (hs int.)	0	0	0	0	0	0	0	0
Produits exceptionnels (77)	102	0	5 600	0	0	0	0	0
Reprises/provisions (78)	0	250 000	0	255	0	0	0	0
Produits de fonctionnement	**10 389 071**	**10 796 576**	**10 846 582**	**11 651 318**	**11 588 810**	**11 874 457**	**12 150 679**	**12 399 995**



Envoyé en préfecture le 10/03/2023
Reçu en préfecture le 10/03/2023
Publié le 10/03/2023
ID : 060-246000897-20230228-2023_02_3188-DE

4.2 Aperçu détaillé de la fiscalité

Bases	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Taxe d'habitation	17 642 586	17 917 858	633 053	645 340	699 868	728 020	753 647	773 359
Foncier bâti	24 578 586	24 612 338	21 000 384	21 340 075	22 666 974	23 454 714	24 180 417	24 758 363
Foncier non bâti	1 080 783	1 093 300	1 096 121	1 129 000	1 209 159	1 251 480	1 289 024	1 316 093
CFE	16 943 385	17 805 066	12 816 675	13 330 153	13 985 619	14 434 397	14 861 081	15 232 244
Taux								
Taxe d'habitation	4.44%	4.44%	4.44%	4.44%	4.44%	4.44%	4.44%	4.44%
Foncier bâti	4.61%	4.61%	4.61%	4.61%	4.61%	4.61%	4.61%	4.61%
Foncier non bâti	10.81%	10.81%	10.81%	10.81%	10.81%	10.81%	10.81%	10.81%
CFE	20.79%	20.79%	20.79%	20.79%	20.79%	20.79%	20.79%	20.79%
Var° Taux moyens ménages Com	-0.2%	0.1%	-1.1%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%
Var° TMP ménages Com + Grp	-0.6%	0.0%	-0.5%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%
Produits								
Produit TH	783 331	795 553	28 108	28 653	31 074	32 324	33 462	34 337
+ Produit FB	1 133 073	1 134 629	968 118	983 777	1 044 947	1 081 262	1 114 717	1 141 361
+ Produit FNB	116 833	118 186	118 491	122 045	130 710	135 285	139 343	142 270
+ Produit CFE	3 522 530	3 701 673	2 664 587	2 771 339	2 907 610	3 000 911	3 089 619	3 166 784
+ Ajustement produit fiscal	- 3 290	17 027	10 948	5 372	0	0	0	0
+ Produit de la CVAE / TVA	1 966 971	1 685 571	1 986 404	1 985 149	2 034 778	2 085 647	2 137 788	2 191 233
+ Produit des IFER	155 620	156 598	168 616	244 232	278 232	281 014	283 824	286 663
+ Produit de la TA FNB	30 506	30 564	33 180	33 989	34 329	34 672	35 019	35 369
+ Produit de la TASCOM	32 699	56 536	59 490	62 230	64 730	67 330	70 035	72 849
+ Rôles supplémentaires	31 070	65 805	99 095	291 713	0	0	0	0
= Produit contributions directes	**7 769 342**	**7 762 142**	**6 137 036**	**6 528 499**	**6 526 411**	**6 718 447**	**6 903 808**	**7 070 865**
+ Solde FPIC	- 257 583	- 322 707	- 212 228	- 245 769	- 230 835	- 205 263	- 173 495	- 146 095
- Reversements fiscaux nets	0	0	0	0	0	0	0	0
+ Compensations pertes de bases	0	0	0	0	0	0	0	0
+ Compensations fiscales	17 507	42 862	1 191 712	1 537 422	1 659 593	1 731 400	1 797 701	1 850 437
- Dotation communautaire nette (attributions de compensations)	4 563 130	3 874 545	3 749 731	3 749 005	3 945 748	3 948 241	3 948 241	3 948 241
+ Fonds national de garantie (FNGIR)	61 651	61 651	61 651	61 651	61 651	61 651	61 651	61 651
+ Dotation compensation réforme TP (DCRTP)	29 569	28 082	28 082	28 082	28 082	28 082	28 082	28 082
+ Produit TVA transférée			788 223	863 738	906 925	943 202	971 498	1 000 643
- Prélèvement fiscal RFP (Contribution redressement Finances Publiques)	149 639	149 639	149 639	149 639	149 639	149 639	149 639	149 639
= Produit fiscal large	**2 907 717**	**3 547 846**	**4 095 106**	**4 874 979**	**4 856 439**	**5 179 638**	**5 491 365**	**5 767 703**
Prélèvements fiscaux								
Fiscalité compensée								

Envoyé en préfecture le 10/03/2023
Reçu en préfecture le 10/03/2023
Publié le 10/03/2023
ID : 060-246000897-20230228-2023_02_3188-DE

5. Les dépenses de fonctionnement

5.1 Aperçu détaillé des dépenses de fonctionnement

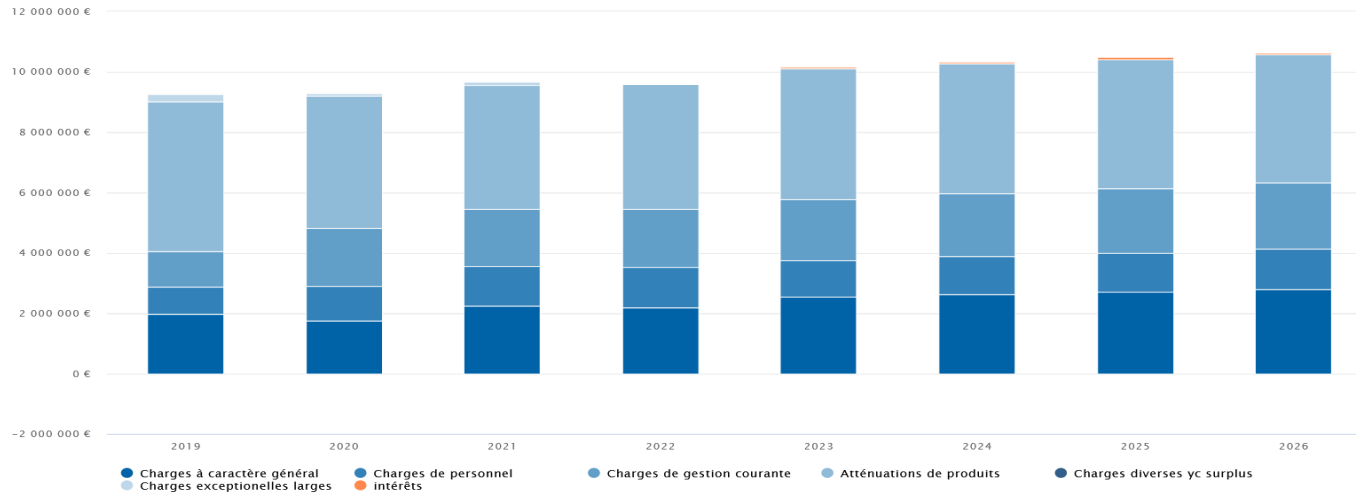
Cette prévision tient compte :

- D'une hausse de 10% des charges de fonctionnement courant en neutralisant le transfert d'une partie de la masse salariale sur les budgets annexes (- 194 K€) à compter de 2023,
- D'une hausse de 6% du chapitre 65 compte tenu de l'augmentation de la contribution du SDIS (+ 8% entre 2020 et 2023) et du SMDO (+ 6% entre 2022 et 2023 pour les déchetteries),
- Au niveau du chapitre 014, la mise en place d'une dotation de solidarité communautaire de 200K€ à compter de 2023 reconductible chaque année sur décision du conseil communautaire et le maintien de la contribution au redressement des finances publiques à hauteur de 150K€ et la baisse du FPIC compte tenu des modalités de calcul du CIF.

€	2019	2020	2021	2022	**2023**	2024	2025	2026
Charges fct courant strictes	4 048 799	4 834 027	5 457 045	5 441 122	**5 782 580**	5 959 307	6 142 529	6 332 494
Charges à caractère général	1 982 702	1 745 026	2 258 968	2 185 903	**2 558 533**	2 637 581	2 719 397	2 804 075
611 Contrats de prestations de services	1 265 997	970 669	1 453 505	1 298 666	1 428 533	1 478 531	1 530 280	1 583 840
Fonctionnement induit : 011	0	0	0	0	300 000	300 000	300 000	300 000
Solde charges à caractère général	716 705	774 357	805 463	887 237	830 000	859 050	889 117	920 236
Charges de personnel	897 063	1 154 076	1 307 889	1 341 269	**1 200 000**	1 242 000	1 285 470	1 330 461
Fonctionnement induit : 012	0	0	0	0	0	0	0	0
Solde charges de personnel	897 063	1 154 076	1 307 889	1 341 269	1 200 000	1 242 000	1 285 470	1 330 461
Autres charges de gestion courante	1 169 035	1 934 925	1 890 189	1 913 951	**2 024 048**	2 079 725	2 137 663	2 197 957
SDIS	0	701 991	705 539	722 639	757 402	780 124	803 528	827 634
SMDO	528 000	554 000	496 983	554 952	589 310	618 776	649 714	682 200
CAPE	420 000	420 000	415 176	417 797	411 000	411 000	411 000	411 000
Frais élus	107 400	104 814	108 958	112 947	116 336	119 826	123 421	127 123
Fonctionnement induit : 65	0	0	0	0	0	0	0	0
Solde autres charges de gestion courante	113 635	154 120	163 533	105 615	**150 000**	150 000	150 000	150 000
Groupes d'élus	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres charges fct courant	0	0	0	0	0	0	0	0
Atténuations de produits	4 970 462	4 359 791	4 115 872	4 149 743	**4 335 224**	4 309 653	4 277 884	4 250 484
Attribution Compensation versée	4 563 130	3 883 242	3 752 496	3 753 241	3 753 241	3 753 241	3 753 241	3 753 241
Dotation de solidarité communautaire	0	0	0	0	200 000	200 000	200 000	200 000
Prélèvement fiscal CRFP	149 639	149 639	149 639	149 639	149 639	149 639	149 639	149 639
Contribution FPIC	257 583	322 707	212 228	245 769	230 835	205 263	173 495	146 095
Solde atténuations de produits	110	4 203	1 509	1 094	1 509	1 509	1 509	1 509
Charges de fonctionnement courant	**9 019 261**	**9 193 818**	**9 572 918**	**9 590 865**	**10 117 805**	**10 268 959**	**10 420 414**	**10 582 978**
Charges exceptionnelles larges	250 462	99 246	98 099	7 471	0	0	0	0
Frais financiers divers (66 hs int.)	0	0	0	0	0	0	0	0
Charges exceptionnelles (67)	462	99 246	98 099	7 471	0	0	0	0
Provisions semi-budgétaires (68)	250 000	0	0	0	0	0	0	0
Charges de fct hors intérêts	**9 269 723**	**9 293 064**	**9 671 017**	**9 598 336**	**10 117 804**	**10 268 959**	**10 420 413**	**10 582 978**
Intérêts	30 492	22 257	16 760	13 008	55 365	66 966	61 150	55 220
Charges de fonctionnement	**9 300 215**	**9 315 321**	**9 687 777**	**9 611 345**	**10 173 169**	**10 335 925**	**10 481 564**	**10 638 198**

Envoyé en préfecture le 10/03/2023
Reçu en préfecture le 10/03/2023
Publié le 10/03/2023
ID : 060-246000897-20230228-2023_02_3188-DE

Charges de fonctionnement

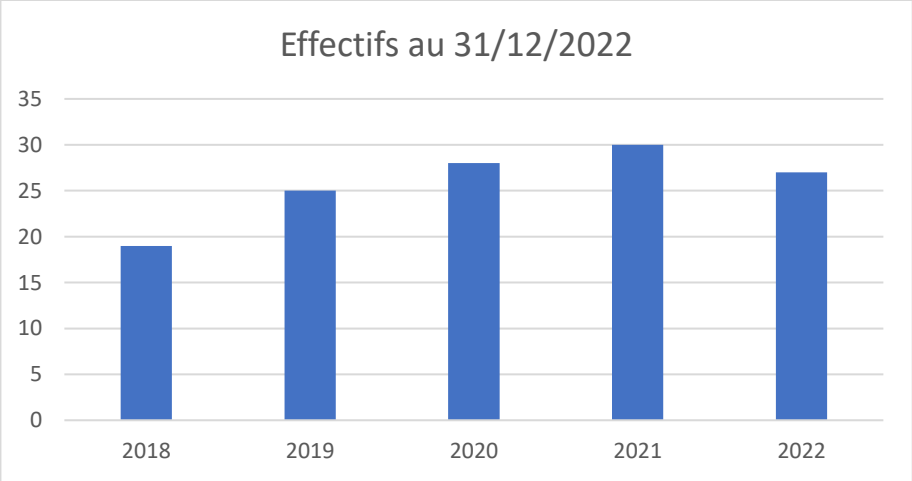


Envoyé en préfecture le 10/03/2023
Reçu en préfecture le 10/03/2023
Publié le 10/03/2023
ID : 060-246000897-20230228-2023_02_3188-DE

5.2 Les charges de personnel

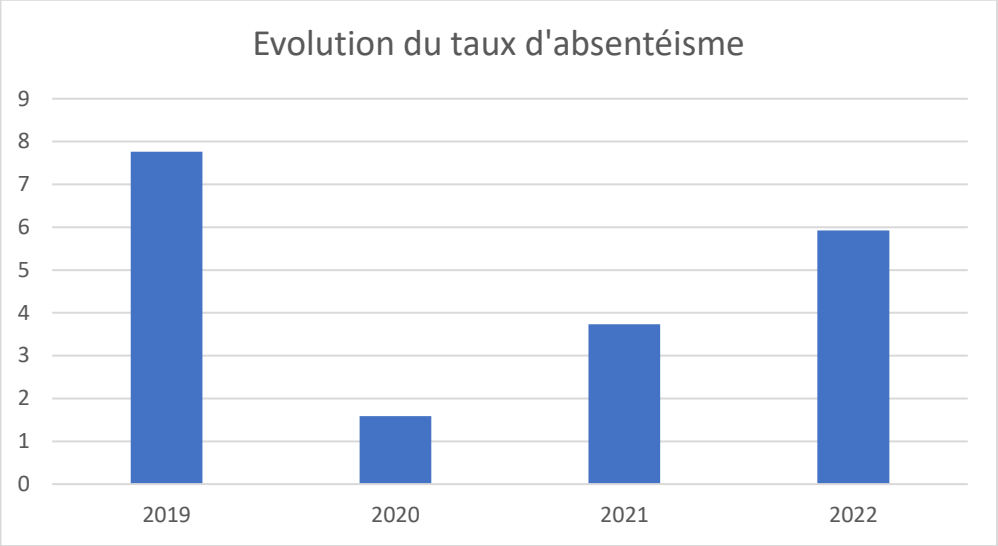
Les effectifs au 31/12/2022 :

Service	Statut	Filière	Nombre d'emplois
Direction Générale	Titulaire	Administrative	1
	Contractuel	Administrative	1
	Non pourvu	Technique	1
Finances	Titulaire	Administrative	3
	Non pourvu	Administrative	1
RH	Titulaire	Administrative	1
Administration générale	Titulaire	Administrative	2
Communication	Contractuel	Administrative	2
Juridique	Titulaire	Administrative	1
	Non pourvu	Administrative	1
Développement économique et aménagement du territoire	Titulaire	Administrative	1
	Contractuel	Technique	1
	Contractuel	Administrative	1
Equipement public et Environnement	Titulaire	Technique	3
		Administrative	1
	Contractuel	Technique	1
	Non pourvu	Technique	2
Assainissement et Eau potable	Titulaire	Administrative	1
	Contractuel	Administrative	1
		Technique	3
	Non pourvu	Technique	1
		Administrative	1
Petite Enfance	Titulaire	Médico Sociale	2
	Contractuel	Médico Sociale	2
TOTAL			**35**



Envoyé en préfecture le 10/03/2023
Reçu en préfecture le 10/03/2023
Publié le 10/03/2023
ID : 060-246000897-20230228-2023_02_3188-DE

L'absentéisme :

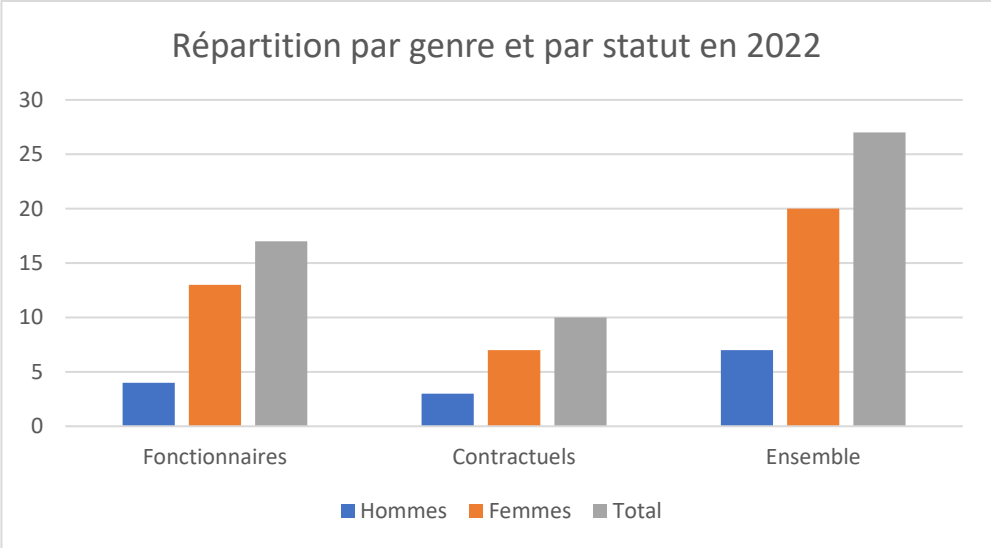


2019 : longue maladie d'un agent absent toute l'année

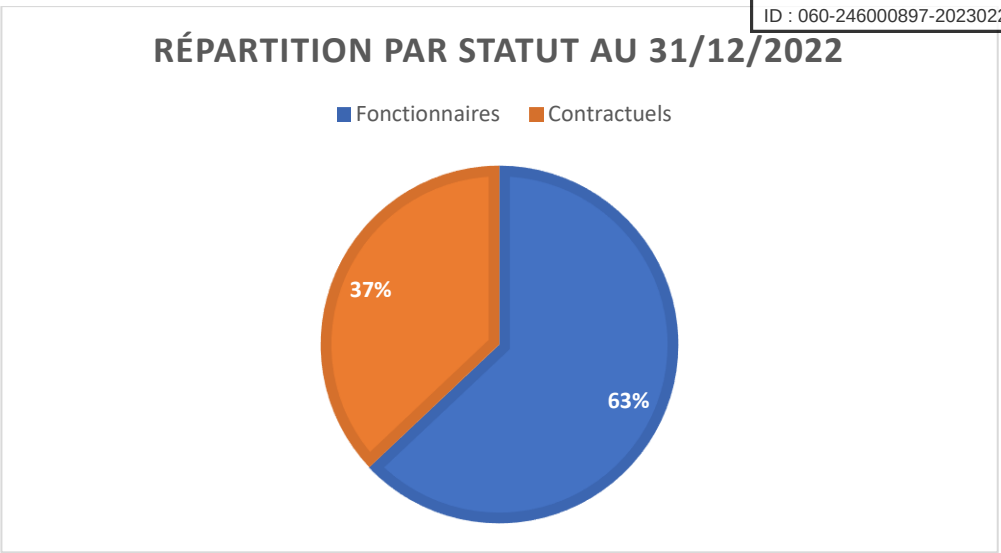
2020 : année du covid

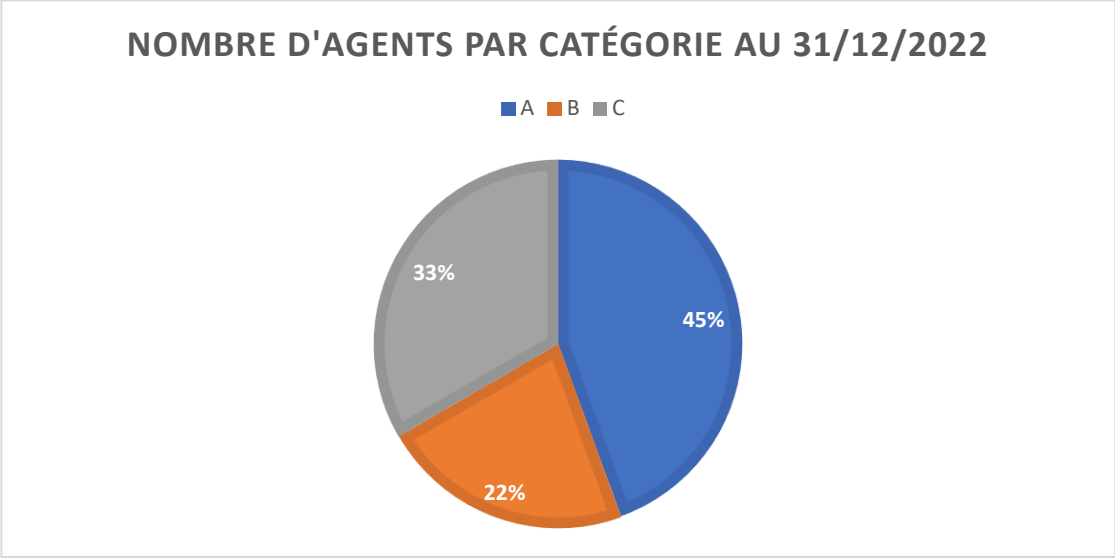
2022 : 3 congés maternité (taux d'absentéisme à 2.05% hors congés maternité)

Répartition des effectifs par statut, sexe et catégorie :



Envoyé en préfecture le 10/03/2023
Reçu en préfecture le 10/03/2023
Publié le 10/03/2023
ID : 060-246000897-20230228-2023_02_3188-DE





Le temps de travail

- Durée annuelle moyenne du temps de travail dans la fonction publique territoriale estimée à 1 578 heures ;
- La Communauté de Communes de la Plaine d'Estrées applique les dispositions en vigueur en matière de temps de travail : temps de travail effectif annuel est de 1 607 heures (39h/semaine et RTT pour ramener à 35h/semaine).

Avantage en nature

- La collectivité est adhérente au CNAS pour la mission d'action sociale.
- Des téléphones portables ont été accordés au personnel dont l'activité le justifie
- Mise à disposition de vélos électriques aux agents (4 agents en 2022) qui en font la demande pour le trajet domicile travail.

Envoyé en préfecture le 10/03/2023
Reçu en préfecture le 10/03/2023
Publié le 10/03/2023
ID : 060-246000897-20230228-2023_02_3188-DE

5.3 Impact de l'évolution du Coefficient d'intégration fiscale (CIF) sur le Fonds National de Péréquation des ressources Intercommunales et Communales (FPIC)

	2019	2020	2021	2022	**2023**	2024	2025	2026
Eligibilité contribution FPIC	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
	2019	2020	2021	2022	**2023**	2024	2025	2026
Population DGF	18 316	18 360	18 481	18 688	18 892	19 096	19 300	19 504
x Indice synthétique FPIC	0.3202	0.3441	0.3282	0.3295	0.3127	0.2698	0.2282	0.1898
Fraction Potentiel financier (A)	0.4297	0.4637	0.4400	0.4441	0.4220	0.3650	0.3098	0.2588
Fraction Revenu imposable (B)	- 0.0082	- 0.0144	- 0.0073	- 0.0146	- 0.0153	- 0.0160	- 0.0167	- 0.0174
Indice synthétique	0.3202	0.3441	0.3282	0.3295	0.3127	0.2698	0.2282	0.1898
x Valeur de point	117.76	118.86	119.72	118.03	117.68	117.33	116.40	115.36
= FPIC - Contribution initiale	690 742	751 011	726 144	726 713	695 168	604 442	512 578	426 958
Plafond de prélèvement	2 018 902	2 174 016	2 178 105	1 990 547	2 087 280	2 189 417	2 263 642	2 327 464
Ajustement de la contribution	- 1	0	0	0	0	0	0	0
= FPIC - Contribution brute de l'EI	**690 741**	**751 011**	**726 144**	**726 713**	**695 168**	**604 442**	**512 578**	**426 958**
Contribution initiale EPCI sur CIF	257 577	313 165	212 229	245 769	230 834	205 263	173 495	146 094
CIF de l'EPCI	37.29%	41.70%	29.23%	33.82%	33.21%	33.96%	33.85%	34.22%
Contribution EPCI de droit commun	257 583	322 707	212 228	245 769	230 835	205 263	173 495	146 095
Part de la Contribution brute	37.29%	42.97%	29.23%	33.82%	33.21%	33.96%	33.85%	34.22%
Ecart sur la contribution de droit commun	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
Contribution EPCI effective	257 583	322 707	212 228	245 769	230 835	205 263	173 495	146 095
Variation	95 286	65 124	- 110 479	33 541	- 14 934	- 25 571	- 31 768	- 27 400
Evolution nominale	58.7%	25.3%	-34.2%	15.8%	-6.1%	-11.1%	-15.5%	-15.8%
Evolution réelle	57.3%	25.0%	-35.3%	9.9%	-9.9%	-13.7%	-17.2%	-17.2%

	FPIC 2022	ESTIMATION DOB 2023 FPIC
PART CCPE	**245 769**	**230 835**
ARSY	14 645	14 139
AVRIGNY	12 807	12 365
BAILLEUL-LE-SOC	11 088	10 705
BLINCOURT	2 235	2 158
CANLY	26 835	25 908
CHEVRIERES	53 331	51 489
CHOISY-LA-VICTOIRE	5 221	5 041
EPINEUSE	4 520	4 364
ESTREES-SAINT-DENIS	90 000	86 892
LE FAYEL	3 995	3 857
FRANCIERES	16 796	16 216
GRANDFRESNOY	34 326	33 140
HEMEVILLERS	7 628	7 365
HOUDANCOURT	11 220	10 832
LONGUEIL-SAINTE-MARIE	109 856	106 062
MONTMARTIN	4 985	4 813
MOYVILLERS	13 921	13 440
REMY	46 438	44 834
RIVECOURT	11 097	10 714
PART COMMUNES	**480 944**	**464 333**
TOTAL ENSEMBLE INTERCOMMUNAL	**726 713**	**695 168**

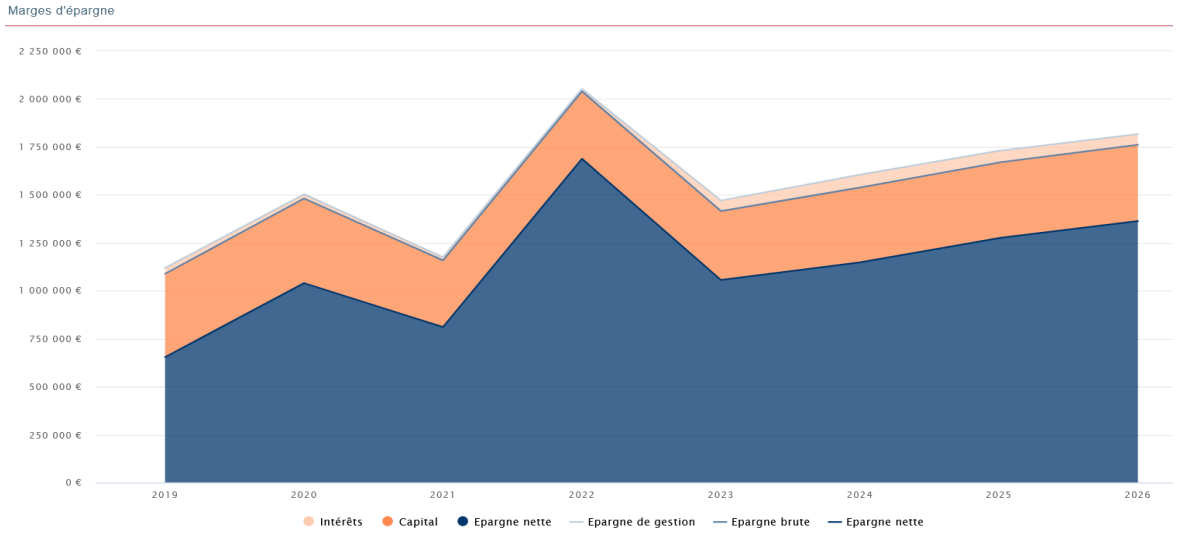
Envoyé en préfecture le 10/03/2023
Reçu en préfecture le 10/03/2023
Publié le 10/03/2023
ID : 060-246000897-20230228-2023_02_3188-DE

5.4 Évolution des soldes et des marges d'épargne

Les grands équilibres financiers sont étudiés selon quatre soldes d'épargne successifs.

€	2019	2020	2021	2022	**2023**	2024	2025	2026
Produits de fonctionnement courant	10 388 969	10 546 576	10 840 982	11 651 063	11 588 810	11 874 457	12 150 679	12 399 995
- Charges de fonctionnement courant	9 019 261	9 193 818	9 572 918	9 590 865	10 117 805	10 268 959	10 420 414	10 582 978
= EXCEDENT BRUT COURANT (EBC)	**1 369 707**	**1 352 758**	**1 268 065**	**2 060 197**	**1 471 005**	**1 605 497**	**1 730 265**	**1 817 018**
+ Solde exceptionnel large	**- 250 359**	**150 754**	**- 92 499**	**- 7 216**	**0**	**0**	**0**	**0**
= Produits exceptionnels larges*	102	250 000	5 600	255	0	0	0	0
- Charges exceptionnelles larges*	250 462	99 246	98 099	7 471	0	0	0	0
= EPARGNE DE GESTION (EG)	**1 119 348**	**1 503 512**	**1 175 565**	**2 052 981**	**1 471 005**	**1 605 497**	**1 730 265**	**1 817 018**
- Intérêts	30 492	22 257	16 760	13 008	55 365	66 966	61 150	55 220
= EPARGNE BRUTE (EB)	**1 088 856**	**1 481 255**	**1 158 805**	**2 039 973**	**1 415 641**	**1 538 532**	**1 669 115**	**1 761 798**
- Capital	434 585	440 858	347 806	351 349	359 362	389 815	393 869	398 037
= EPARGNE NETTE (EN)	**654 272**	**1 040 397**	**810 999**	**1 688 624**	**1 056 278**	**1 148 717**	**1 275 246**	**1 363 761**

** y compris financiers hors intérêts (produits et charges) et provisions réelles (dotations et reprises)*



Envoyé en préfecture le 10/03/2023
Reçu en préfecture le 10/03/2023
Publié le 10/03/2023
ID : 060-246000897-20230228-2023_02_3188-DE

6. Les dépenses d'investissement

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
20, 21, 23... - Dépenses directes d'équipt	**1 105 260**	**788 386**	**989 743**	**1 135 392**	**4 501 000**	**4 083 000**	**2 675 000**	**1 421 000**
Aménagement/Extension du siège - AP 2019-01	69 770	442 163	21 899	106 313	24 000	0	0	0
Halle des sports - AP 2019-02	803 948	12 000	309 040	104 580	117 000	0	0	0
Piste Estrées/Rémy- AP 2019-03	3 720	47 516	5 500	2 867	481 000	0	0	0
Piste Longueil/Rivecourt - AP 2019-04	1 632	4 904	5 000	38 600	55 000	314 000	608 000	0
Pistes Aménagements connexes - AP 2020-02		1 980	63 497	111 818	222 000	156 000	110 000	0
CAPE 2019-07	0	6 985	42 857	56 516	2 018 000	2 377 000	219 000	0
PluiH - AP 2020-01		0	108 531	139 029	150 000	128 000	72 000	0
Voiries - AP 2021-01			8 340	4 488	214 000	302 000	262 000	279 000
Fibre Très Haut débit - AP 2021-02			0	168 350	120 000	120 000	120 000	120 000
Aire d'accueil GDV - AP 2021-03			147	18 180	30 000	336 000	934 000	672 000
Autres opérations d'équipement	226 190	272 838	424 932	384 651	1 070 000	350 000	350 000	350 000
45 - Opérations pour compte de tiers	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
204 - Fonds de concours (hors 2046)	**85 774**	**19 530**	**86 351**	**151 514**	**273 000**	**180 000**	**180 000**	**180 000**
FDC "Petites communes" - AP 2020-03		0	48 299	21 134	31 000	30 000	30 000	30 000
FDC thématique transition écologique- AP 2020-04		0	22 852	39 120	122 000	100 000	100 000	100 000
FDC équipements structurants - AP 2020-05		15 000	15 000	91 260	120 000	50 000	50 000	50 000
Autres fonds de concours et subventions	85 774	4 530	200	0	0	0	0	0
AC Investissement (Cpt 2046)	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres dépenses d'investissement	0	171 524	166 936	279 477	908 136	0	0	0
Avances / Remboursements ZAE CANLY	0	11 533	0	0	0	0	0	0
Avances / Remboursements ZAC MOYVILLERS	0	159 991	166 936	279 477	908 136	0	0	0
Solde	0	0	0	0	0	0	0	0
Total DI hors dette	**1 191 034**	**979 440**	**1 243 029**	**1 566 383**	**5 682 136**	**4 263 000**	**2 855 000**	**1 601 000**
Remboursement anticipé	0	0	0	0	0	0	0	0
Total DI hors capital	**1 191 034**	**979 440**	**1 243 029**	**1 566 383**	**5 682 136**	**4 263 000**	**2 855 000**	**1 601 000**

Soit environ 14 M€ TTC de dépenses d'investissement entre 2023 et 2026

Envoyé en préfecture le 10/03/2023
Reçu en préfecture le 10/03/2023
Publié le 10/03/2023
ID : 060-246000897-20230228-2023_02_3188-DE

7. Les recettes d'investissement

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Dép. d'éqpt éligibles FCTVA (%)	30.46%	40.82%	40.11%	163.03%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
FCTVA	55 228	52 795	65 121	303 635	0	0	0	0
TLE / TA	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres dotations	0	0	0	0	0	0	0	0
Total compte 10	**55 228**	**52 795**	**65 121**	**303 635**	**0**	**0**	**0**	**0**
Subventions et fonds de concours	**19 413**	**122 719**	**386 905**	**163 103**	**1 125 000**	**1 453 000**	**1 175 000**	**451 000**
Aménagement/Extension du siège - AP 2019-01	0	54 252	40 614	0	0	0	0	0
Halle des sports - AP 2019-02	0	0	217 164	142 000	65 000	0	0	0
Piste Estrées/Rémy- AP 2019-03	0	14 903	6 530	0	379 000	0	0	0
Piste Longueil/Rivecourt - AP 2019-04	0	0	0	0	37 000	223 000	477 000	0
Pistes Aménagements connexes - AP 2020-02		5 454	4 794	4 353	107 000	92 000	54 000	0
CAPE 2019-07	0	0	0	0	327 000	910 000	200 000	0
PluiH - AP 2020-01		0	56 896	16 750	121 000	74 000	35 000	0
Voiries - AP 2021-01			0	0	34 000	49 000	133 000	124 000
Fibre Très Haut débit - AP 2021-02			0	0	0	0	0	0
Aire d'accueil GDV - AP 2021-03			0	0	5 000	55 000	226 000	277 000
Autres opérations d'équipement	19 413	48 110	60 906	0	50 000	50 000	50 000	50 000
FDC "Petites communes" - AP 2020-03		0	0	0	0	0	0	0
FDC thématique transition écologique- AP 2020-04		0	0	0	0	0	0	0
FDC équipements structurants - AP 2020-05		0	0	0	0	0	0	0
Autres fonds de concours et subventions	0	0	0	0	0	0	0	0
Amendes	0	0	0	0	0	0	0	0
DETR / DSIL	0	0	107 765	84 419	0	0	0	0
Subv. affectées remb.dette	0	0	0	0	0	0	0	0
AC Investissement	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres compte 13	11 080	0	0	0	0	0	0	0
Total compte 13 et fonds de concours	**30 493**	**122 719**	**494 669**	**247 522**	**1 125 000**	**1 453 000**	**1 175 000**	**451 000**
Opérations pour compte de tiers	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Produit des cessions	0	0	168 926	0	0	0	0	0
Avances / Remboursements ZAE CANLY	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances / Remboursements ZAC MOYVILLERS	0	0	0	0	0	0	500 000	1 014 541
Autres	8 649	0	0	0	0	0	0	0
Total RI diverses	**8 649**	**0**	**168 926**	**0**	**0**	**0**	**500 000**	**1 014 541**
Total RI hors emprunt	**94 371**	**175 514**	**728 717**	**551 156**	**1 125 000**	**1 453 000**	**1 675 000**	**1 465 541**

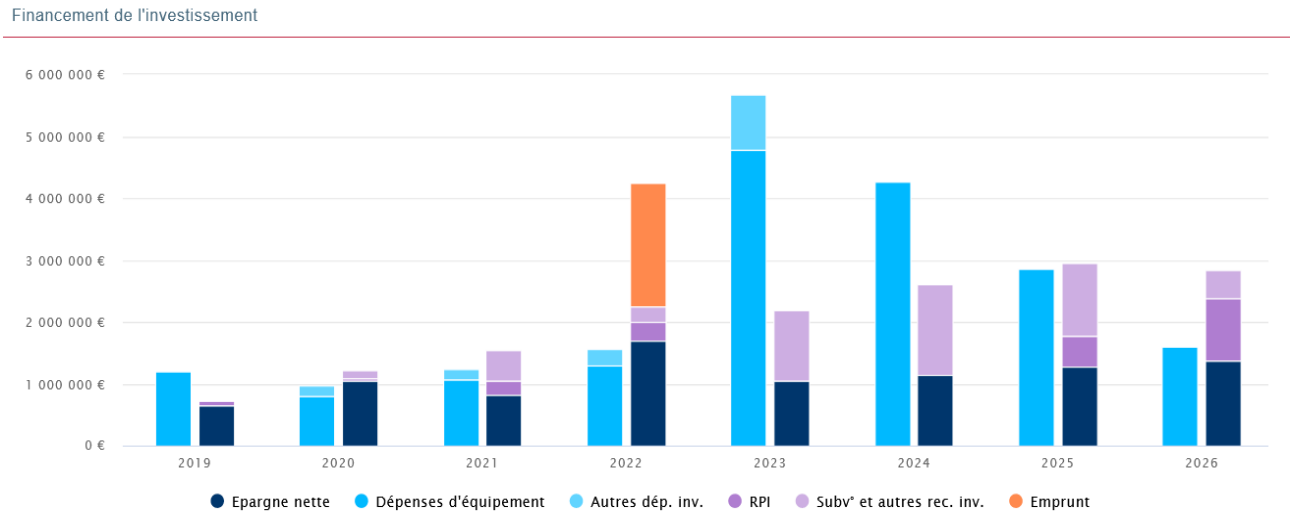
Soit environ 5.7 M€ TTC de recettes d'investissement entre 2023 et 2026

Envoyé en préfecture le 10/03/2023
Reçu en préfecture le 10/03/2023
Publié le 10/03/2023
ID : 060-246000897-20230228-2023_02_3188-DE

8. Le financement de l'investissement

8.1 Vue globale

€	2019	2020	2021	2022	**2023**	2024	2025	2026
Dépenses d'investissement hors dette	1 191 034	979 440	1 243 029	1 566 383	5 682 136	4 263 000	2 855 000	1 601 000
Dépenses d'équipement	1 191 034	807 916	1 076 093	1 286 906	4 774 000	4 263 000	2 855 000	1 601 000
Dépenses directes d'équipement	1 105 260	788 386	989 743	1 135 392	4 501 000	4 083 000	2 675 000	1 421 000
Dépenses indirectes (FdC + S.E.)	85 774	19 530	86 351	151 514	273 000	180 000	180 000	180 000
Opérations pour cpte de tiers (dép)	0	0	0	0	0	0	0	0
AC Investissement	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses financières d'inv.	0	171 524	166 936	279 477	908 136	0	0	0
Avances / Remboursements ZAE CANLY	0	11 533	0	0	0	0	0	0
Avances / Remboursements ZAC MOYVII	0	159 991	166 936	279 477	908 136	0	0	0
Solde	0	0	0	0	0	0	0	0
Remboursement anticipé	0	0	0	0	0	0	0	0
Dép d'inv hors annuité en capital	**1 191 034**	**979 440**	**1 243 029**	**1 566 383**	**5 682 136**	**4 263 000**	**2 855 000**	**1 601 000**
Financement de l'investissement	**748 642**	**1 215 911**	**1 539 715**	**4 239 780**	**2 181 278**	**2 601 717**	**2 950 246**	**2 829 302**
EPARGNE NETTE	**654 272**	**1 040 397**	**810 999**	**1 688 624**	**1 056 278**	**1 148 717**	**1 275 246**	**1 363 761**
Ressources propres d'inv. (RPI)	63 878	52 795	234 047	303 635	0	0	500 000	1 014 541
FCTVA	55 228	52 795	65 121	303 635	0	0	0	0
Produits des cessions	0	0	168 926	0	0	0	0	0
AC Investissement	0	0	0	0	0	0	0	0
Diverses RPI	8 649	0	0	0	0	0	500 000	1 014 541
Avances / Remboursements ZAE CANLY	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances / Remboursements ZAC MOYVII	0	0	0	0	0	0	500 000	1 014 541
Solde	8 649	0	0	0	0	0	0	0
Opérations pour cpte de tiers (rec)	0	0	0	0	0	0	0	0
Fonds affectés (amendes, ...)	11 080	0	0	0	0	0	0	0
Subventions yc DETR / DSIL	19 413	122 719	494 669	247 522	1 125 000	1 453 000	1 175 000	451 000
Emprunt	0	0	0	2 000 000	0	0	0	0
Variation du résultat global de clôture	- 442 392	236 471	296 686	2 673 397	**-3 500 858**	-1 661 283	95 246	1 228 301



Envoyé en préfecture le 10/03/2023
Reçu en préfecture le 10/03/2023
Publié le 10/03/2023
ID : 060-246000897-20230228-2023_02_3188-DE

8.2 Analyse de la dette

Objet emprunt	Prêteur	Date d'obtention	Durée	Date de fin	Montant initial
Fibre optique	CRCA	27/07/2016	10 ANS	20/08/2026	2 000 000
Fibre optique	CRCA	31/10/2017	10 ANS	25/02/2027	800 000
DETTE EN COURS					**2 800 000**
CAPE	CE	08/12/2022	15 ANS	08/12/2037	2 000 000
DETTE NOUVELLE					**2 000 000**
DETTE TOTALE					**4 800 000**

Encours brut de dette

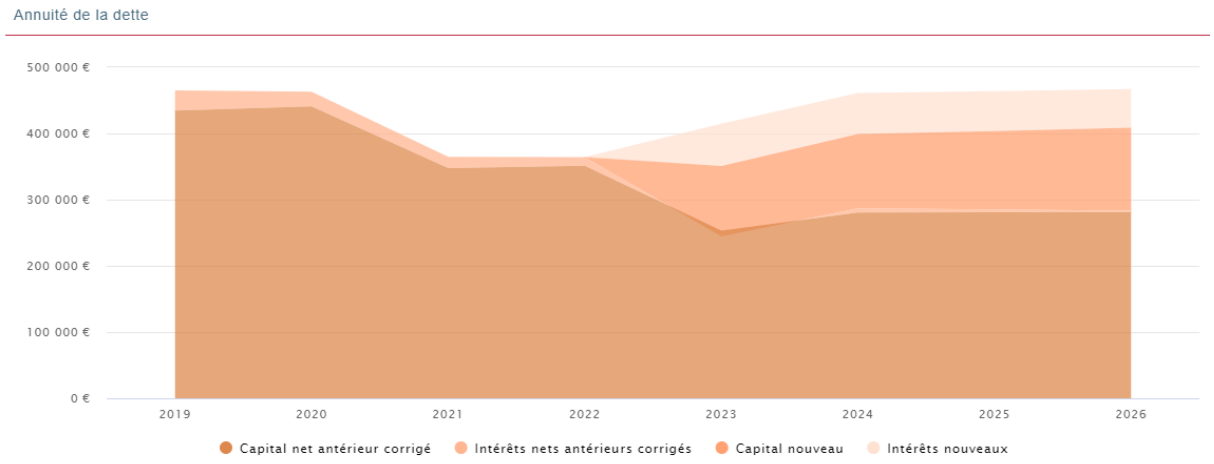
€	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Encours brut au 1er janvier avant transferts	2 779 355	2 344 770	1 903 912	1 556 106	3 204 757	2 845 394	2 455 580	2 061 711
= Encours brut au 1er janvier	2 779 355	2 344 770	1 903 912	1 556 106	3 204 757	2 845 394	2 455 580	2 061 711
- Remboursement du capital brut	434 585	440 858	347 806	351 349	359 362	389 815	393 869	398 037
- Remboursement anticipé	0	0	0	0	0	0	0	0
+ Emprunt	0	0	0	2 000 000	0	0	0	0
= Variation de l'encours brut	- 434 585	- 440 858	- 347 806	1 648 651	- 359 362	- 389 815	- 393 869	- 398 037
= Encours brut au 31 décembre 2022	**2 344 770**	**1 903 912**	**1 556 106**	**3 204 757**	**2 845 394**	**2 455 580**	**2 061 711**	**1 663 674**

Encours de dette au 1er janvier 2023

€	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Encours brut au 1er janvier	2 779 355	2 344 770	1 903 912	1 556 106	3 204 757	2 845 394	2 455 580	2 061 711
= Encours de dette au 1er janvier	**2 779 355**	**2 344 770**	**1 903 912**	**1 556 106**	**3 204 757**	**2 845 394**	**2 455 580**	**2 061 711**
Encours corrigé de dette au 1er janvier	**2 779 355**	**2 344 770**	**1 903 912**	**1 556 106**	**3 204 757**	**2 845 394**	**2 455 580**	**2 061 711**

Annuité de la dette

€	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Capital de la dette antérieure	434 585	440 858	347 806	351 349	279 830	280 388	280 951	281 518
Intérêts de la dette antérieure	30 492	22 257	16 760	13 008	7 515	6 548	4 224	1 896
Annuité de la dette antérieure	**465 076**	**463 115**	**364 567**	**364 357**	**287 344**	**286 937**	**285 175**	**283 413**
Capital de la dette nouvelle				0	79 533	109 427	112 917	116 520
Intérêts de la dette nouvelle				0	47 850	60 417	56 926	53 324
Annuité de la dette nouvelle				**0**	**127 383**	**169 844**	**169 844**	**169 844**
Capital	434 585	440 858	347 806	351 349	359 362	389 815	393 869	398 037
Intérêts	30 492	22 257	16 760	13 008	55 365	66 966	61 150	55 220
Annuité de la dette	**465 076**	**463 115**	**364 567**	**364 357**	**414 727**	**456 781**	**455 019**	**453 257**

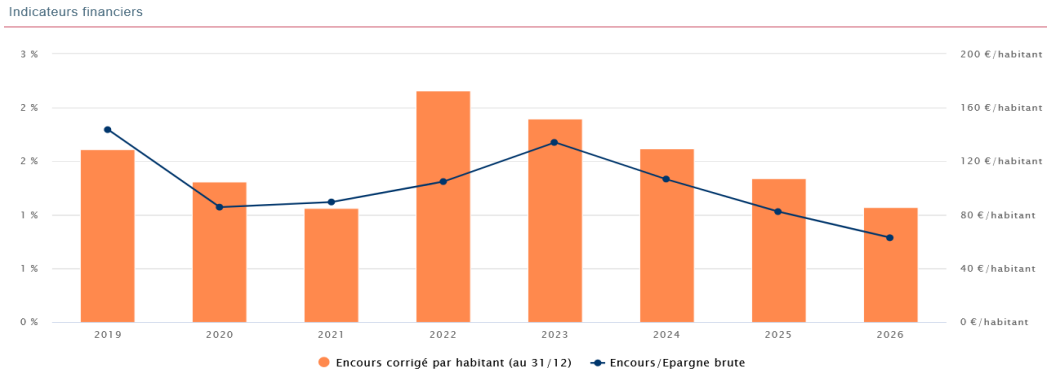


Envoyé en préfecture le 10/03/2023
Reçu en préfecture le 10/03/2023
Publié le 10/03/2023
ID : 060-246000897-20230228-2023_02_3188-DE

Ratios								
€	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Annuité de dette	465 076	463 115	364 567	364 357	414 727	456 781	455 019	453 257
/ Produits de fonctionnement	10 389 071	10 796 576	10 846 582	11 651 318	11 588 810	11 874 457	12 150 679	12 399 995
= Annuité / Prod de fct	**4.5%**	**4.3%**	**3.4%**	**3.1%**	**3.6%**	**3.8%**	**3.7%**	**3.7%**
Annuité de dette	465 076	463 115	364 567	364 357	414 727	456 781	455 019	453 257
/ Population	18 170	18 216	18 344	18 548	18 752	18 956	19 160	19 364
= Annuité / Habitant en €	**25.6**	**25.4**	**19.9**	**19.6**	**22.1**	**24.1**	**23.7**	**23.4**

9 Les ratios et les indicateurs

	2019	2020	2021	2022	**2023**	2024	2025	2026
Excéd. brut courant / Produits Fct	13.2%	12.5%	11.7%	17.7%	12.7%	13.5%	14.2%	14.7%
Epargne de gestion / Produits Fct	10.8%	13.9%	10.8%	17.6%	12.7%	13.5%	14.2%	14.7%
Epargne brute / Produits Fct	10.5%	13.7%	10.7%	17.5%	12.2%	13.0%	13.7%	14.2%
Epargne nette / Produits Fct	6.3%	9.6%	7.5%	14.5%	9.1%	9.7%	10.5%	11.0%
Epargne nette / Dép. d'inv. (hors dette)	54.9%	106.2%	65.2%	107.8%	18.6%	26.9%	44.7%	85.2%
Emprunt / Dép. d'inv. (hors dette)	0.0%	0.0%	0.0%	127.7%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%
Encours au 31/12 / Produits Fct	22.6%	17.6%	14.3%	27.5%	24.6%	20.7%	17.0%	13.4%
Annuité / Produits Fct	4.5%	4.3%	3.4%	3.1%	3.6%	3.8%	3.7%	3.7%



Envoyé en préfecture le 10/03/2023
Reçu en préfecture le 10/03/2023
Publié le 10/03/2023
ID : 060-246000897-20230228-2023_02_3188-DE

10 FICHES D'OPERATIONS DETAILLEES

AMENAGEMENT/EXTENSION DU SIEGE (AP 2019-01)

RENOVATION DE LA HALLE DES SPORTS (AP 2019-02)

VOIES DOUCES/PISTES CYCLABLES (PISTE ESTREES/REMY) – (AP 2019-03)

VOIES DOUCES/RIVECOURT (PISTE LONGUEIL/RIVECOURT) - (AP 2019-04)

CAPE GROS INVESTISSEMENTS POUR REHABILITATION (AP 2019-07)

PLUIH (AP 2020-01)

VOIES DOUCES/COULEE VERTE – AMENAGEMENT SUR PISTES EXISTANTES (PISTES AMENAGEMENTS CONNEXES) - (AP 2020-02)

VOIRIES COMMUNAUTAIRES (AP 2021-01)

FIBRE TRES HAUT DEBIT (AP 2021-02)

AIRE D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE (AP 2021-03)

Il est proposé de clôturer deux autorisations de programme en 2023 et de réintégrer dans « autres investissements » une enveloppe annuelle moyenne de 350 000€.

Il s'agit de l'AP 2019-05 « Conteneurs OM et PAV verre » et de l'AP 2019-06 « CAPE Investissements récurrents ».

Il sera également envisagé de clôturer, courant 2023 ou 2024, dès que les marchés correspondants seront terminés, les AP :

- 2019-01 « Aménagement/Extension du siège »
- 2019-02 « Rénovation de la Halle des sports »

Envoyé en préfecture le 10/03/2023
Reçu en préfecture le 10/03/2023
Publié le 10/03/2023
ID : 060-246000897-20230228-2023_02_3188-DE

PPI Aménagement/Extension du siège (AP 2019-01)

2019-2023

BILAN 2023	
TOTAL OPERATION DEPENSES	664 498 €
TOTAL OPERATION RECETTES	211 031 €
CHARGE NETTE	453 467 €

		Montant TTC	
DEPENSES	**Réalisé antérieur**	**RAR 2022**	**2023**
Déjà dépensé sur AP 2019-01	**69 770 €**		
Opération extension	**170 184 €**		
Travaux (compris MOE etc...)	8 574 €		
Programmiste pour Siège			
Achat terrain	152 800 €		
Assurance			
Etude de sol	8 810 €		
Travaux construction modulaire avec parking - Défrichage + alarme	**223 828 €**		
Publicité marché	948 €		
Travaux d'Aménagements intérieurs	87 245 €	21 737 €	
Maitrise d'œuvre pour les travaux d'aménagement intérieur	6 301 €	85 €	
Coordinateur SPS	971 €	1 544 €	
Bureau de contrôle	1 140 €	900 €	
Diagnostic amiante avant travaux d'aménagement intérieur	984 €		
Achat de mobiliers	28 653 €		
Achats et remplacement d'extincteurs et mise à jour des plans	450 €		
Relamping du Siège (mise en place points lumineux LED)	1 811 €		
Remplacement de la chaudière du Siège	39 151 €		
Adoucisseur	960 €		
Mise en œuvre de place de parking PMR	332 €		
Engazonnement	5 220 €		
Aménagement accès parking arrière	2 282 €		
TOTAL DEPENSES	**640 232 €**	**TOTAL 2023 ARRONDI**	**24 000 €**
RECETTES	**Réalisé antérieur**	**RAR 2022**	**2023**
Subvention DETR	70 246 €		
Subvention DSIL - Contrat de ruralité	12 816 €		
Subvention CD60	82 050 €		
FCTVA	45 920 €		
TOTAL RECETTES	**211 031 €**	**TOTAL 2023 ARRONDI**	**- €**

Envoyé en préfecture le 10/03/2023
Reçu en préfecture le 10/03/2023
Publié le 10/03/2023
ID : 060-246000897-20230228-2023_02_3188-DE

PPI Rénovation de la Halle des Sports (AP 2019-02)

2019-2023

BILAN 2023	
TOTAL OPERATION DEPENSES	1 346 426 €
TOTAL OPERATION RECETTES	610 915 €
CHARGE NETTE	735 511 €

	Montant TTC			
DEPENSES	**Réalisé antérieur**	**RAR 2022**	**2023**	**2024**
Travaux phase 1	**803 948 €**			
Travaux phase 2	275 691 €		60 398 €	
Rémunération SAO Phase 2	17 700 €		11 460 €	
Autres travaux	**130 394 €**		45 000 €	
TOTAL TRAVAUX	**1 227 733 €**		**116 858 €**	
Etudes préalables et autres - Publicité marché	**1 835 €**			
TOTAL DEPENSES	**1 229 568 €**	**TOTAL 2023 ARRONDI**	**117 000 €**	
RECETTES	**Réalisé antérieur**	**RAR 2022**	**2023**	**2024**
Subvention CD60 (phase 1)	150 000 €			
Subvention CD60 (phase 2)	50 000 €		16 330 €	
Subvention DSIL (Contrat de ruralité)	159 164 €		30 000 €	
Subvention DETR	28 618 €			
FCTVA	157 610 €		19 193 €	
TOTAL RECETTES	**545 392 €**	**TOTAL 2023 ARRONDI**	**65 000 €**	

Envoyé en préfecture le 10/03/2023
Reçu en préfecture le 10/03/2023
Publié le 10/03/2023
ID : 060-246000897-20230228-2023_02_3188-DE

PPI Voie douce Estrées Saint Denis/Rémy (AP 2019-03)

2019-2023

BILAN 2023	
TOTAL OPERATION DEPENSES	540 301 €
TOTAL OPERATION RECETTES	403 204 €
CHARGE NETTE	137 097 €

	Montant TTC		
DEPENSES	**Réalisé antérieur**	**RAR 2022**	**2023**
Travaux Voie verte entre Estrées-Saint-Denis / Rémy (compris MOE + PI)	30 000 €		450 000 €
Acquisition terrains Voie verte Estrées-Saint-Denis / Rémy	2 867 €		10 000 €
Déjà dépensé sur l'AP n°2019-03 (Diagnostic des ponts APAVE)	21 236 €		- €
TOTAL TRAVAUX ET ACQUISITIONS	**54 103 €**		**460 000 €**
Rémunération SAO Voie verte Estrées-Saint-Denis / Rémy	5 500 €		20 698 €
TOTAL ETUDES	**5 500 €**		**20 698 €**
TOTAL DEPENSES	**59 603 €**	**TOTAL 2023 ARRONDI**	**481 000 €**
RECETTES	**Réalisé antérieur**	**RAR 2022**	**2023**
Subvention CD60 (30% AMO) - Etudes	6 530 €		3 930 €
Contrat de ruralité - Travaux			75 000 €
Subvention CD60 - Travaux			90 000 €
Etat AAP continuité cyclable	14 903 €		134 128 €
FCTVA	3 254 €		75 458 €
TOTAL RECETTES	**24 687 €**	**TOTAL 2023 ARRONDI**	**379 000 €**

Envoyé en préfecture le 10/03/2023
Reçu en préfecture le 10/03/2023
Publié le 10/03/2023
ID : 060-246000897-20230228-2023_02_3188-DE

PPI Voie douce Longueil/Rivecourt (AP 2019-04)

2019-2025

BILAN 2023	
TOTAL OPERATION DEPENSES	1 026 991 €
TOTAL OPERATION RECETTES	737 760 €
CHARGE NETTE	289 231 €

	Montant TTC				
DEPENSES	**Réalisé antérieur**	**RAR 2022**	**2023**	**2024**	**2025**
Travaux (238)	40 000 €		20 000 €	301 245 €	602 489 €
Acquisition terrains Voie verte entre Rivecourt et Longueil-Sainte-Marie			10 000 €		
Levée topographique	1 632 €				
TOTAL TRAVAUX	**41 632 €**	**- €**	**30 000 €**	**301 245 €**	**602 489 €**
Maitrise d'œuvre		8 921 €			
Etude géotechnique	4 904 €				
Rémunération SAO Voie verte Longueil-Sainte-Marie / Rivecourt (2313)	3 600 €		15 600 €	12 400 €	6 200 €
TOTAL ETUDES	**8 504 €**	**8 921 €**	**15 600 €**	**12 400 €**	**6 200 €**
TOTAL DEPENSES	**50 136 €**	**TOTAL 2023 ARRONDI**	**55 000 €**	**314 000 €**	**608 000 €**

RECETTES	**Réalisé antérieur**	**RAR 2022**	**2023**	**2024**	**2025**
Subvention de la Région (A demander)				28 300 €	56 700 €
Subvention CD60 (A demander)				45 000 €	105 000 €
Etat DSIL (A demander)				45 000 €	105 000 €
Financement LAFARGE			32 000 €		
Participation commune de Rivecourt (10%)				27 800 €	55 700 €
Participation commune de Longueil Sainte Marie (10%)				27 800 €	55 700 €
FCTVA	591 €		4 921 €	49 416 €	98 832 €
TOTAL RECETTES	**591 €**	**TOTAL 2023 ARRONDI**	**37 000 €**	**223 000 €**	**477 000 €**

Envoyé en préfecture le 10/03/2023
Reçu en préfecture le 10/03/2023
Publié le 10/03/2023
ID : 060-246000897-20230228-2023_02_3188-DE

PPI Pistes Aménagements connexes (AP 2020-02)

2019-2025

BILAN 2023	
TOTAL OPERATION DEPENSES	665 875 €
TOTAL OPERATION RECETTES	321 900 €
CHARGE NETTE	343 975 €

	Montant TTC				
DEPENSES	Réalisé antérieur	RAR 2022	2023	2024	2025
Amélioration et aménagement des pistes cyclables					
Création de Parcours santé	30 426 €			40 000 €	
Fourniture et pose de panneaux de signalisation et sécurisation des carrefours	11 620 €		15 000 €		
Création de nouveaux accès PMR aux pistes - Travaux			88 000 €	90 000 €	90 000 €
Sécurisation des pistes (clotures et barrières)	99 602 €		81 000 €		
Mise en œuvre de protection sous les ponts de la coulée verte			7 500 €		
Fourniture et pose de poubelles	27 858 €				
TOTAL TRAVAUX	**169 507 €**		**191 500 €**	**130 000 €**	**90 000 €**
Levée topographique pour Parcours santé	3 240 €				
Etude de faisabilité de la réfection des ponts de la coulée verte			20 000 €	5 000 €	
Levée topographique pour Plantations piste ESD-Remy	1 980 €				
Maitrise d'œuvre pour création de nouveau accès aux pistes (PMR)		7 080 €		9 000 €	9 000 €
Etude de sol création nouveaux accès aux pistes (PMR)				6 000 €	6 000 €
CSPS création nouveaux accès aux pistes (PMR)			2 000 €	2 000 €	2 000 €
Levée topographique pour nouveaux accès aux pistes (PMR)	2 460 €			3 000 €	1 500 €
Publicité marché	108 €		1 500 €	1 500 €	1 500 €
TOTAL ETUDES	**7 788 €**	**7 080 €**	**23 500 €**	**26 500 €**	**20 000 €**
TOTAL DEPENSES	**177 295 €**	**TOTAL 2023 ARRONDI**	**222 000 €**	**156 000 €**	**110 000 €**

RECETTES	Réalisé antérieur	RAR 2022	2023	2024	2025
Subvention LEADER Parcours santé Canly			18 256 €		
Subvention DSIL (contrat de ruralité) - Signalétiques, sécurisation, ...	12 271 €			3 729 €	
Subvention DETR - Sécurisation des pistes (barrières)	22 318 €		27 000 €		
Subvention DETR - Accessibilité des pistes (PMR)	10 958 €		25 568 €	36 600 €	36 100 €
Subvention CD60 - Parcours santé Moyvillers				26 600 €	
FCTVA	22 450 €		36 417 €	25 590 €	18 044 €
TOTAL RECETTES	**67 997 €**	**TOTAL 2023 ARRONDI**	**37 000 €**	**223 000 €**	**477 000 €**

Envoyé en préfecture le 10/03/2023
Reçu en préfecture le 10/03/2023
Publié le 10/03/2023
ID : 060-246000897-20230228-2023_02_3188-DE

PPI CAPE (AP 2019-07)

2019-2026

BILAN 2023	
TOTAL OPERATION DEPENSES	4 719 162 €
TOTAL OPERATION RECETTES	1 440 000 €
CHARGE NETTE	3 279 162 €

		Montants HT			
DEPENSES	Réalisé antérieur	RAR 2022	2023	2024	2025
Clos Couvert			501 004 €	428 704 €	48 932 €
Terrassement - Fondations - Gros-œuvre - Ossature bois			239 110 €	265 678 €	26 568 €
Charpente - Couverture - Etanchéité - Facade - Véture			197 001 €	90 923 €	15 154 €
Menuiserie ext et int alu - Métallerie - Signalétique			64 893 €	72 103 €	7 210 €
Lots techniques			262 000 €	680 881 €	49 625 €
Plomberie sanitaire			22 545 €	10 405 €	1 734 €
Traitement de l'eau			92 684 €	259 515 €	18 537 €
Traitement de l'air			124 863 €	349 616 €	24 973 €
Electricité courant fort et faible - contrôle d'accès			21 909 €	61 345 €	4 382 €
Second œuvre			177 186 €	428 340 €	31 870 €
Agencement intérieurs bois				12 753 €	671 €
Plafonds suspendus - peinture				23 628 €	1 244 €
Etanchéité liquide et carrelage			177 186 €	81 778 €	13 630 €
Equipements de vestiaires - cabines et casiers				48 078 €	2 530 €
Bassin inox revetu				182 200 €	9 589 €
Couverture thermique				79 904 €	4 205 €
Extérieurs			59 448 €	27 437 €	4 573 €
VRD - Espaces verts			59 448 €	27 437 €	4 573 €
TOT TRAVAUX PROGRAMMÉS			999 638 €	1 565 363 €	135 000 €
Reprise de l'étanchéité des bassins	16 272 €				
Mise en conformité de l'accès toboggan	585 €				
TOTAL TRAVAUX	16 857 €		999 638 €	1 565 363 €	135 000 €
Maitrise d'Œuvre	32 306 €		230 158 €	75 893 €	8 053 €
Contrôleur technique			9 304 €	7 656 €	
Coordinateur SPS			3 200 €	2 336 €	320 €
Etudes géotechniques			25 000 €		
OPC (1.5% des travaux)			14 995 €	23 480 €	2 025 €
AMO (D2X)	29 000 €		28 900 €	28 000 €	1 600 €
Révision de travaux et honoraires (20%)			199 928 €	313 073 €	27 000 €
Travaux supplémentaires			374 000 €	172 615 €	28 769 €
Aléas (10%)			99 964 €	156 536 €	13 500 €
Frais financiers (2%) Assurance Dommage Ouvrage			19 993 €	31 307 €	2 700 €
Traitement air et de l'eau	7 875 €				
Accessibilité	6 000 €				
Diagnostic stabilité de la charpente	2 400 €				
Diagnostic solidité des bassins	2 600 €		7 000 €		
Diagnostic plomb et patogènes sur charpente			4 000 €		
Diagnostic air	2 840 €				
Diagnostic étanchéité à l'air	4 500 €				
Publicité marché	1 980 €		1 500 €		
TOTAL ETUDES ET TRAVAUX ANNEXES	89 501 €		1 017 942 €	810 896 €	83 967 €
TOTAL DEPENSES	106 358 €	TOTAL 2023 ARRONDI	2 018 000 €	2 377 000 €	219 000 €

RECETTES	Réalisé antérieur	RAR 2022	2023	2024	2025
Subvention CD60 (30% montant des travaux plafonnés à 3M€)			100 000 €	300 000 €	200 000 €
Région (maximum 750 000€)			200 000 €	300 000 €	
Subvention DETR (Diagnostic et travaux accessibilité PMR)	2 400 €		27 600 €		
Revente de certificats d'économies d'énergie				10 000 €	
Subvention Contrat de ruralité (mise en accessessibilité du CAPE et aménagement du parking)					
DSIL (Fonds vert)				300 000 €	
TOTAL RECETTES	2 400 €	TOTAL 2023 ARRONDI	327 000 €	910 000 €	200 000 €

Envoyé en préfecture le 10/03/2023
Reçu en préfecture le 10/03/2023
Publié le 10/03/2023
ID : 060-246000897-20230228-2023_02_3188-DE

PPI PLUIH (AP 2020-01)

2020-2026

BILAN 2023	
TOTAL OPERATION DEPENSES	597 521 €
TOTAL OPERATION RECETTES	344 206 €
CHARGE NETTE	253 315 €

DEPENSES	2021	2022	RAR 2022	2023	2024	2025
	Diagnostic agricole, lancement consultation, diagnostic et évaluation environnementale	Fin diagnostic et évaluation environnementale / Début PADD	Fin PADD		Règlement / Début OAP et POA	Enquete Publique / Approbation
BET	39 357 €	56 108 €	11 940 €	102 840 €	122 760 €	67 200 €
Frais divers				5 000 €	5 000 €	5 000 €
SGEP	69 174 €	82 922 €		30 220 €		
Total	**108 531 €**	**139 029 €**	**TOTAL 2023 ARRONDI**	**150 000 €**	**128 000 €**	**72 000 €**

RECETTES	2021	2022	2023		2024	2025
Subvention CD 60		16 750 €		39 900 €	53 200 €	23 150 €
Etat (DGD Urbanisme)	40 000 €					
SGEP (AESN)	56 896 €			56 896 €		
FCTVA				24 606 €	20 997 €	11 811 €
Total	**96 896 €**	**16 750 €**	**TOTAL 2023 ARRONDI**	**121 000 €**	**74 000 €**	**35 000 €**

Envoyé en préfecture le 10/03/2023
Reçu en préfecture le 10/03/2023
Publié le 10/03/2023
ID : 060-246000897-20230228-2023_02_3188-DE

PPI Voiries (AP 2021-01)

2021-2026

BILAN 2023	
TOTAL OPERATION DEPENSES	1 056 583 €
TOTAL OPERATION RECETTES	342 590 €
CHARGE NETTE	713 993 €

DEPENSES	RAR 2022	2023	2024	2025	2026
ARSY - Boulevard Bérenger - n°19 - structure		190 000 €			
AVRIGNY - VC n°1 de Mainbeville à Avrigny - Est - n°20 - structure				45 847 €	
MONTMARTIN - Voie communale n°201 - n°54 - Structure			4 704 €		
REMY - Chemin rural de la Patinerie à Compiègne - n°60 - Structure			245 588 €		
REMY - Voie communale n°2 de Jonquières à la Patinerie - n°61 - Structure				34 077 €	
Travaux Voiries ZAE				119 369 €	226 846 €
TOTAL TRAVAUX		190 000 €	250 292 €	199 293 €	226 846 €
Maitrise d'œuvre (7%)	6 768 €	5 562 €	15 735 €	14 915 €	17 350 €
Etudes géotechniques			10 000 €	10 000 €	10 000 €
Levées topographiques				15 000 €	
Aléas 5%		9 500 €	12 515 €	9 965 €	11 342 €
Coordinnation SPS		2 000 €	2 000 €	2 000 €	2 500 €
Diagnostic amiante et HAP			10 000 €	10 000 €	10 000 €
Publicité marché			1 000 €	1 000 €	1 000 €
TOTAL ETUDES	6 768 €	17 062 €	51 250 €	62 880 €	52 192 €
TOTAL DEPENSES	TOTAL 2023 ARRONDI	214 000 €	302 000 €	262 000 €	279 000 €

RECETTES	RAR 2022	2023	2024	2025	2026
DEPARTEMENT				90 600 €	78 600 €
FCTVA		35 105 €	49 540 €	42 978 €	45 767 €
TOTAL RECETTES	TOTAL 2023 ARRONDI	35 105 €	49 540 €	133 578 €	124 367 €

PPI Fibre Très Haut Débit (AP 2021-02)

2021-2026

BILAN 2023	
TOTAL OPERATION DEPENSES	648 350 €

DEPENSES	2022	2023	2024	2025	2026
Avenant SMOTHD	168 350 €				
Travaux mise en place de points d'accès supplémentaires		120 000 €	120 000 €	120 000 €	120 000 €
TOTAL DEPENSES	168 350 €	120 000 €	120 000 €	120 000 €	120 000 €

Envoyé en préfecture le 10/03/2023
Reçu en préfecture le 10/03/2023
Publié le 10/03/2023
ID : 060-246000897-20230228-2023_02_3188-DE

PPI Aire d'accueil des Gens du Voyage (AP 2021-03)

2021-2026

BILAN 2023	
TOTAL OPERATION DEPENSES	1 990 300 €
TOTAL OPERATION RECETTES	563 487 €
CHARGE NETTE	1 426 813 €

	TTC					
DEPENSES	**Réalisé antérieur**	**RAR 2022**	**2023**	**2024**	**2025**	**2026**
Ratio/place (20)					800 000 €	604 000 €
Travaux					***800 000 €***	***604 000 €***
Acquisitions foncières				180 000 €		
Frais annexes (Notaire, DUP)				60 000 €		
Foncier				***240 000 €***		
Etudes géotechniques				16 000 €	20 000 €	
Géomètre (AET)	2 370 €		10 000 €	11 630 €		
MOE	15 810 €		10 000 €	35 000 €	35 000 €	16 510 €
SPS				2 000 €	7 000 €	5 040 €
Contrôle Technique				1 500 €	2 000 €	2 500 €
Etudes	***18 180 €***		***20 000 €***	***66 130 €***	***64 000 €***	***24 050 €***
Frais divers, Aléas (10%)	147 €		10 000 €	***30 000 €***	***70 000 €***	***43 793 €***
TOTAL DEPENSES	**18 327 €**	**TOTAL 2023 ARRONDI**	**30 000 €**	**336 000 €**	**934 000 €**	**672 000 €**
RECETTES	**Réalisé antérieur**	**RAR 2022**	**2023**	**2024**	**2025**	**2026**
Etat					63 000 €	147 000 €
CD60					10 000 €	20 000 €
FCTVA			4 921 €	55 117 €	153 213 €	110 235 €
TOTAL RECETTES		**TOTAL 2023 ARRONDI**	**5 000 €**	**55 000 €**	**226 000 €**	**277 000 €**

Envoyé en préfecture le 10/03/2023
Reçu en préfecture le 10/03/2023
Publié le 10/03/2023
ID : 060-246000897-20230228-2023_02_3188-DE

11. PROSPECTIVE FINANCIERE DU BUDGET PRINCIPAL 2023-2026 AVEC L'ENSEMBLE DES PPI

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Ev° Tx Imp° Ménages	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%
Ev° Tx Imp° CFE	377.9%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%
Produit fiscal direct	5 555 766	5 750 041	3 779 303	3 905 814	4 114 342	4 249 783	4 377 141	4 484 751
Autres impôts et taxes	3 521 956	3 385 738	4 481 320	4 777 364	4 613 192	4 703 571	4 789 870	4 878 462
Dotations et participations	1 084 593	1 147 543	2 280 176	2 610 215	2 718 249	2 777 242	2 838 955	2 891 202
Autres produits fct courant	226 654	263 254	300 183	357 669	143 027	143 861	144 713	145 580
Produits exceptionnels larges	102	250 000	5 600	255	0	0	0	0
Produits de Fonctionnement	10 389 071	10 796 576	10 846 582	11 651 318	11 588 810	11 874 457	12 150 679	12 399 995
Ev° nominale Charges fct courant strictes	9.8%	19.4%	12.9%	-0.3%	6.3%	3.1%	3.1%	3.1%
Charges fct courant strictes	4 048 799	4 834 027	5 457 045	5 441 122	5 782 580	5 959 307	6 142 529	6 332 494
Atténuations de produits	4 970 462	4 359 791	4 115 872	4 149 743	4 335 224	4 309 653	4 277 884	4 250 484
Ch. exceptionnelles larges	250 462	99 246	98 099	7 471	0	0	0	0
Annuité de dette	465 076	463 115	364 567	364 357	414 727	456 781	455 019	453 257
Ch. de Fonctionnement larges	9 734 799	9 756 179	10 035 584	9 962 693	10 532 532	10 725 740	10 875 432	11 036 235
Epargne nette	654 272	1 040 397	810 999	1 688 624	1 056 278	1 148 717	1 275 246	1 363 761
Dép Inv. hs Capital	1 191 034	979 440	1 243 029	1 566 383	5 682 136	4 263 000	2 855 000	1 601 000
Dép Inv. hs Dette	1 191 034	979 440	1 243 029	1 566 383	5 682 136	4 263 000	2 855 000	1 601 000
Dépenses directes d'équipt	1 105 260	788 386	989 743	1 135 392	4 501 000	4 083 000	2 675 000	1 421 000
Fonds de concours	85 774	19 530	86 351	151 514	273 000	180 000	180 000	180 000
Opérations pour compte de tiers	0	0	0	0	0	0	0	0
AC Investissement (Cpt 2046)	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres dépenses d'investissement	0	171 524	166 936	279 477	908 136	0	0	0
Emprunt	0	0	0	2 000 000	0	0	0	0
Rec. Inv. hs Emprunt	94 371	175 514	728 717	551 156	1 125 000	1 453 000	1 675 000	1 465 541
Variation RGC choisie	- 442 392	236 471	296 686	2 673 397	-3 500 858	-1 661 283	95 246	1 228 301
Résultat global de clôture	2 102 905	2 339 376	2 636 061	5 309 458	1 808 600	147 317	242 563	1 470 864

Variables de pilotage	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Encours au 31.12	2 344 770	1 903 912	1 556 106	3 204 757	2 845 395	2 455 580	2 061 711	1 663 674
Ep brute	1 088 856	1 481 255	1 158 805	2 039 973	1 415 641	1 538 532	1 669 115	1 761 798
Encours 31.12 / Ep brute	2.2	1.3	1.3	1.6	2.0	1.6	1.2	0.9
Ep nette / Di hs capital	54.9	106.2	65.2	107.8	18.6	26.9	44.7	85.2

Envoyé en préfecture le 10/03/2023
Reçu en préfecture le 10/03/2023
Publié le 10/03/2023
ID : 060-246000897-20230228-2023_02_3188-DE

12.LES BUDGETS ANNEXES OBLIGATOIRES

12.1. BUDGET ANNEXE TRANSPORT MOBILITE

En 2022, la Plaine d'Estrées a perçu environ 550 000€ de versement mobilité (0.4% de la masse salariale des entreprises de plus de 10 salariés). Cela permet de financer les actions mobilité prévues dans le Plan de Mobilité Rurale, tout en reportant un excédent d'environ 1M€ en 2022, destiné à financer les coûts d'investissement liés à la création de la ligne de bus et les éventuels écarts de dépenses par rapport au fonctionnement prévisionnel (environ 300 000€). Depuis la Loi d'Orientation des Mobilités, toutes les collectivités qui ont instauré le Versement Mobilité ont l'obligation de mettre en place une ligne de transport régulière.

Versement mobilité	2018	2019	2020	2021	2022
	80 442€	207 454€	345 439€	470 795€	548 036€

PPI - Mise en place du service de stations de vélos électriques en libre-service

(AP 2019-08)

BILAN 2023	
TOTAL OPERATION DEPENSES	499 505 €
TOTAL OPERATION RECETTES	162 807 €
CHARGE NETTE	336 698 €

DEPENSES HT	Réalisé antérieur	RAR 2022	2023	2024
7 Stations de vélos électriques en libre-service	137 240 €	7 380 €	212 931 €	141 954 €
TOTAL DEPENSES	137 240 €	TOTAL 2023	220 311 €	141 954 €

RECETTES HT	Réalisé antérieur	RAR 2022	2023	2024
Subvention DSIL (1ère tranche - 3 stations)	14 773 €		34 471 €	
Subvention DSIL (2ème tranche - 4 stations)				113 563 €
TOTAL RECETTES	14 773 €		34 471 €	113 563 €

12.2. BUDGET ANNEXE ZAC DE MOYVILLERS

Pour ce qui est des dépenses prévues au titre de l'année 2023, seront inscrites les dépenses liées aux travaux de la première tranche.

Concernant les recettes, elles se composent des subventions de l'Etat (DETR) et des ventes progressives des terrains viabilisés au profit des opérateurs économiques intéressés.

Envoyé en préfecture le 10/03/2023
Reçu en préfecture le 10/03/2023
Publié le 10/03/2023
ID : 060-246000897-20230228-2023_02_3188-DE

PPI MOYVILLERS

BILAN 2023	
TOTAL OPERATION DEPENSES	4 993 214 €
TOTAL OPERATION RECETTES	4 426 749 €
CHARGE NETTE	566 465 €

Dépenses (HT)	Réalisé antérieur	2023	2024	2025	2026
Etudes Amont	161 952 €				
Foncier	455 439 €	15 468 €			
MOE	35 691 €	11 500 €	12 000 €	7 200 €	8 609 €
SPS		12 500 €	3 000 €	2 500 €	2 000 €
Géometre - bornage	10 515 €	8 000 €	3 000 €	2 000 €	1 485 €
Aléas et frais divers	5 504 €	55 000 €	38 000 €	22 000 €	6 567 €
Concessionnaires		53 000 €	57 000 €	56 500 €	13 500 €
Travaux	877 478 €	900 000 €	300 000 €	50 000 €	246 265 €
Frais divers		15 000 €	12 000 €	8 000 €	10 000 €
Remboursement Avances du budget Principal				500 000 €	1 014 541 €
Total	**1 546 579 €**	**1 070 468 €**	**425 000 €**	**648 200 €**	**1 302 967 €**

Recettes (HT)	Réalisé antérieur	2023	2024	2025	2026
Cessions		421 685 €	404 695 €	733 284 €	571 044 €
Subventions	657 975 €	123 525 €			
Avances du budget Principal	1 514 541 €				
Total	**2 172 516 €**	**545 210 €**	**404 695 €**	**733 284 €**	**571 044 €**

BILAN PREVISIONNEL DE LA ZAC

PHASE PRO

DEPENSES				€ HT
ETUDES ET SUIVI ZAC				**161 952**
Etudes préopérationnelles et procédures réglementaires (étude d'impact, DLE, ZAC)				87 765
Maitrise d'ouvrage déléguée SAO phase études préalables				33 167
Autres études (étude de marché, étude trafic, G2 PRO, dossier de réalisation ZAC)				41 020
FONCIER ACQUISITIONS				**470 907**
Acquisitions foncières	71 914 m²	**4.80**	€/m² en moy	345 067
Indemnités d'éviction et de remplois				89 840
Frais juridiques divers (avocat, notaire, géomètre)				36 000
Diagnostic archéologique	74 526 m²	0.55	€/m² terrain	-
TRAVAUX D'AMENAGEMENTS				**2 800 814**
Travaux de VRD internes ZAC	stade DCE			2 117 851
Travaux investissement ZAC : recharge voiture; ouverture réserve				150 000
Honoraires MOE travaux	3%	travaux		55 000
forfait MOE réalisation des accès parcelles	40	parcelles		20 000
taux de tolérance consultation et travaux	5%			105 893
CSPS	1%	travaux		20 000
Aléas et frais divers	6%	travaux		127 071
Concessionnaires (SICAE, ...), bornage				205 000
FRAIS DIVERS				**45 000**
Frais financiers (prêt à terme, ligne de trésorerie)				25 000
Frais divers de gestion				20 000
TOTAL € HT DEPENSES				**3 478 673**

RECETTES			€ HT
CESSIONS DE CHARGES FONCIERES (VALEUR VENALE)			**792 441**
emprises à vocation de commerces :			
12 559	m² de terrain	**30.00**	
emprises à vocation artisanale, services sur vitrine RD :			
14 732	m² de terrain	**15.00**	
emprises à vocation artisanale, services hors vitrine RD :			
27 813	m² de terrain	**7.00**	
réserve foncière (Pour Mémoire)			
17 168	m² de terrain	-	-
PARTICIPATION A LA REALISATION DES EQUIPEMENTS PUBLICS			**1 542 912**
55 104	m² de terrain	**28.00**	
-	m² de terrain (réserves)	**28.00**	
SUBVENTIONS			**781 500**
CD60 - dossier voie verte			-
Etat - DETR 2021 1ere phase			240 000
DETR 2017 - Acquisition			240 000
CD 60 - Travaux ZAC			226 500
DSIL (Contrat Ruralite) 2020			75 000
DIVERS			**- 204 645**
Cession SDIS (lot 1)	5 847	m² de terrain sur vitrine RD	- 204 645
TOTAL € HT RECETTES			**2 912 208**

DEFICIT OPERATION	**566 465**

Envoyé en préfecture le 10/03/2023
Reçu en préfecture le 10/03/2023
Publié le 10/03/2023
ID : 060-246000897-20230228-2023_02_3188-DE

12.3. BUDGET ANNEXE ZAE DE REMY

En dépenses, pour l'année 2023, il restera à solder le marché Eurovia pour 14 300€ sur un montant total d'opération de 109 554€ (voirie de desserte + accès pompier).

Pour ce qui concerne les recettes, celles-ci proviendront essentiellement de la vente du dernier terrain disponible.

12.4. BUDGET ANNEXE ZAE DE CANLY

Le dossier de la Zone d'activité économique de Canly est mis en suspens.

12.5. BUDGET ANNEXE BACOSPAC

Pour l'année 2023 et au titre des dépenses, la finalisation des travaux de la première tranche de travaux est prévue :

- Rivecourt – Chemin de la Chaussiette : chantier reporté en raison des contraintes de sol et de la nécessité de mettre en place un rabattement de nappe conséquent
- Francières - reconstruction du poste de refoulement : travaux d'équipements et de mise en service du nouveau poste de refoulement

Est également programmée la réalisation d'une nouvelle tranche de travaux de renouvellement des réseaux d'assainissement et d'amélioration du patrimoine :

- Rémy – réhabilitation des réseaux rue de Compiègne et rue de Noyon et mise en place d'un traitement H2S sur le poste de refoulement de la Patinerie
- Longueil Sainte Marie : remplacement du réseau d'assainissement rue de la Gare
- Houdancourt : réhabilitation des réseaux d'assainissement Grande Rue

En parallèle de ces travaux, les études préalables et les études de conception relatives aux travaux programmés en 2024 seront lancées : études topographiques, géotechniques, diagnostics divers (amiante, inspections télévisées, …).

- Chevrières – rue Paul Doumer, Impasse Vervel, rue Charlin et rue Saint Sulpice
- Rivecourt – chemisage dans diverses rues (rue des groseillers, rue de l'Avenir, impasse Alphonse Sannier)
- Canly – rue de la Gare

La procédure de renouvellement du contrat de délégation du service public d'assainissement sera également mise en œuvre avec pour objectif un contrat de gestion unique du service sur l'ensemble du territoire dès 2024.

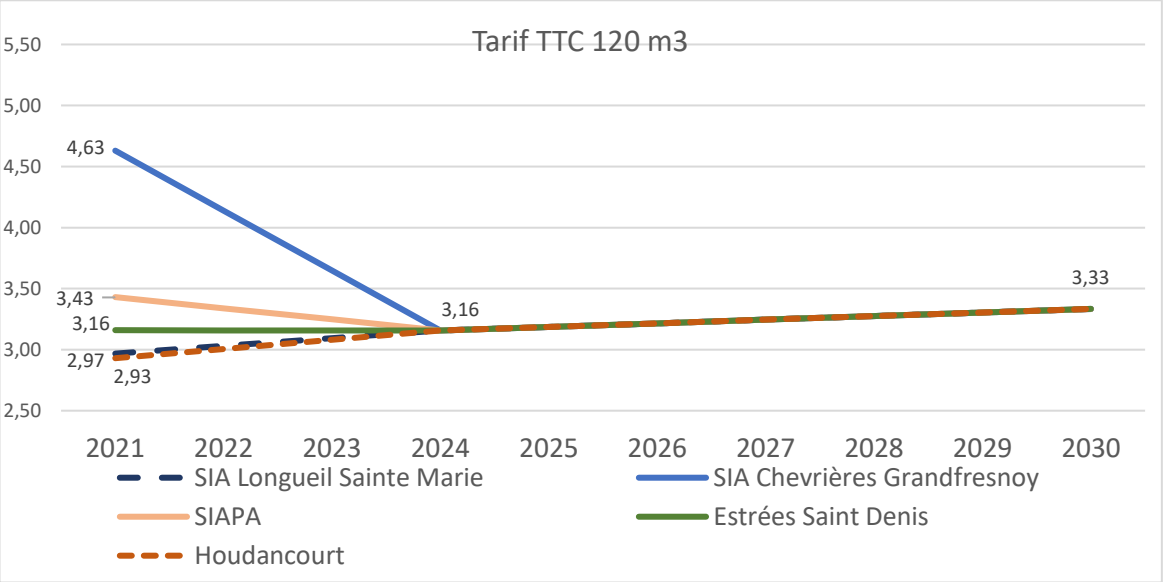
L'étude de schéma directeur d'assainissement débutée en 2022 se poursuivra également. Les comparaisons technico-économiques des scénarios de raccordement des communes d'Avrigny, Bailleul-le-Soc, Blincourt, Choisy-la-Victoire et Epineuse ayant été effectuées et validées par le conseil communautaire, il conviendra de finaliser la procédure administrative de ce dossier avec la réalisation d'une étude au cas par cas et la mise en enquête publique du dossier. Les zonages d'assainissement définitifs pour ces cinq communes seront validés dans le courant de l'année 2023.

Enfin, les études de maîtrise d'œuvre pour la création des réseaux d'assainissement sur la commune de Montmartin seront relancées afin d'actualiser le projet et de prévoir les travaux en 2024.

Envoyé en préfecture le 10/03/2023
Reçu en préfecture le 10/03/2023
Publié le 10/03/2023
ID : 060-246000897-20230228-2023_02_3188-DE

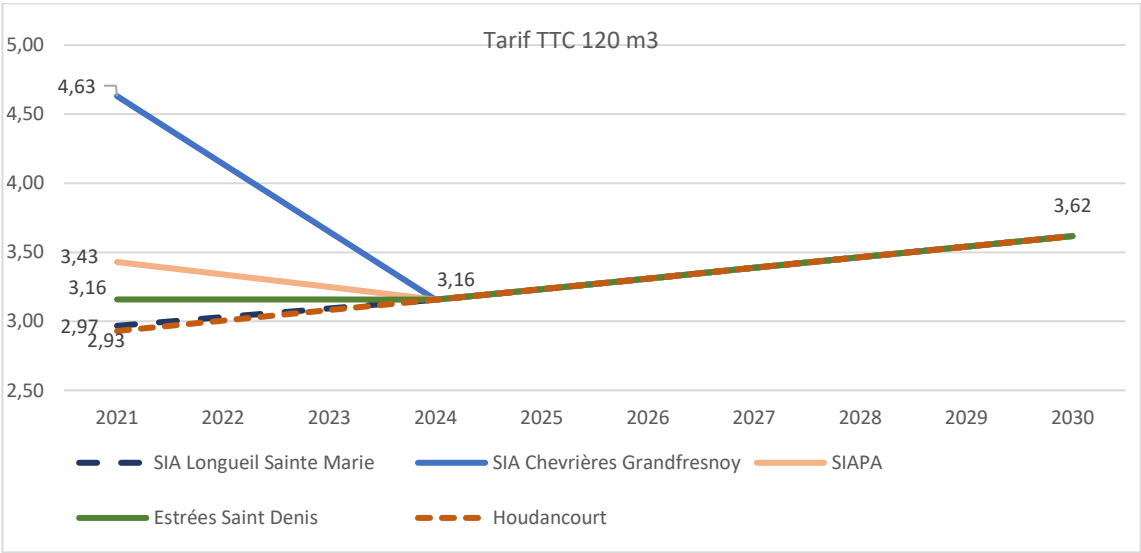
Du point de vue des recettes, il faudra ici compter sur les redevances versées par les usagers, la participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (PFAC), et les subventions perçues en provenance de l'Agence de l'Eau Seine Normandie et du Conseil Départemental de l'Oise. Les primes pour épuration versées par l'Agence de l'Eau continueront leur baisse en 2023. Pour rappel, ces primes disparaitront complètement en 2025.

Une étude sur l'harmonisation tarifaire réalisée en 2020 a permis de définir le tarif cible à échéance 2024 et son évolution par la suite. C'est sur cette base que sont calculées les redevances pour les années à venir. L'évolution prévue est la suivante :



SCENARIO 1 :

Cependant, la prise en compte des différents projets de création des réseaux d'assainissement sur les communes non assainies a fait évoluer cette harmonisation. En effet, pour faire face à ces investissements, le tarif cible à échéance 2030 a été revu au montant de 3,62 €/m³ :



Envoyé en préfecture le 10/03/2023
Reçu en préfecture le 10/03/2023
Publié le 10/03/2023
ID : 060-246000897-20230228-2023_02_3188-DE

La projection budgétaire à échéance 2030 présentée ci-dessus a été établie selon les bases suivantes :

- Redevances calculées en fonction de l'évolution tarifaire pressentie
- Renouvellement des réseaux d'assainissement à hauteur de 1,1% du linéaire chaque année (soit environ 1 000 ml ou 600 000 € HT, études comprises)
- Une provision pour des extensions de réseau à hauteur de 30 000 € HT
- Une programmation des travaux de reconstruction de la STEP de la ZAC Paris Oise pour 800 000 € HT en 2024
- Une programmation des travaux de création des réseaux d'assainissement de Montmartin pour 1 100 000 € HT en 2024
- Les provisions pour les futurs projets d'extension de réseaux (environ 11 000 000 € HT sur les 10 ans à venir) :
    - 2 500 000 € HT en 2027 pour la STEP de Choisy la Victoire
    - 2 800 000 € HT en 2027 pour la création des réseaux d'assainissement à Avrigny et Choisy la Victoire
    - 2 750 000 € HT en 2030 pour la création des réseaux d'assainissement à Bailleul le Soc
    - 1 200 000 € HT en 2031 pour la création des réseaux d'assainissement à Blincourt
    - 1 765 000 € HT en 2032 pour la création des réseaux d'assainissement à Epineuse
- Un taux de recours à l'emprunt maximal de 100% du montant des investissements avec une capacité de désendettement maximale fixée à 8 ans
- Un taux de subvention moyen estimé à 30% du montant des investissements

	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
Investissement total	1 135 k€	2 827 k€	1 300 k€	640 k€	6 700 k€	640 k€	640 k€	3 768 k€	2 054 k€	2 635 k€
Résultat de fonctionnement cumulé (après affectation du résultat N-1)	4 095 k€	3 995 k€	3 359 k€	3 252 k€	1 438 k€	1 183 k€	992 k€	794 k€	1 389 k€	676 k€
Solde d'exécution d'investissement (après affectation du résultat N-1)	1 696 k€	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€
Variation annuelle du fonds de roulement (résultat + solde d'exécution de l'exercice)	-446 k€	-1 796 k€	-637 k€	-106 k€	-1 815 k€	-255 k€	-191 k€	-198 k€	595 k€	-713 k€
Variation cumulée du fonds de roulement (Résultat + solde d'exécution cumulé)	5 791 k€	3 995 k€	3 359 k€	3 252 k€	1 438 k€	1 183 k€	992 k€	794 k€	1 389 k€	676 k€

Envoyé en préfecture le 10/03/2023
Reçu en préfecture le 10/03/2023
Publié le 10/03/2023
ID : 060-246000897-20230228-2023_02_3188-DE

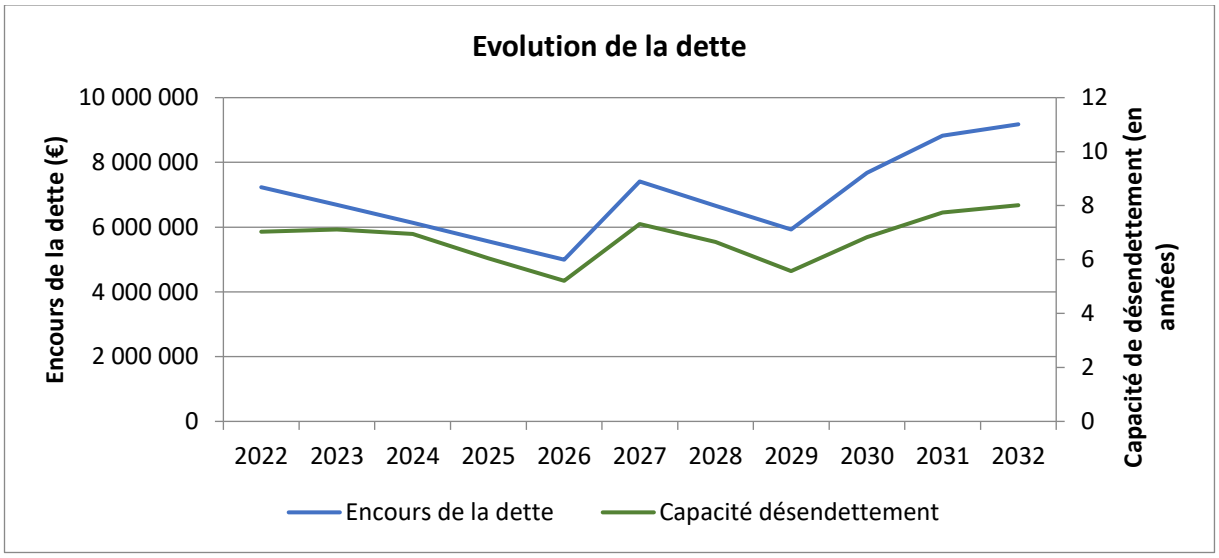
Entre 2023 et 2032, les investissements sont estimés à 22,3 millions d'euros répartis comme suit :

- Travaux neufs :
  - Création de réseaux : 9 825 k€ HT
  - Création STEP : 2 500 k€ HT
  - Etudes associées : 1 850 k€ HT
- Travaux de réhabilitation :
  - Réseaux : 6 620 k€ HT
  - STEP : 800 k€ HT
  - Etudes associées : 742 k€ HT

Pour faire face à ces investissements, un besoin de financement de l'ordre de 8 800 k€ est nécessaire sur la période. Ces emprunts devront être souscrits principalement avant les travaux de création de nouveaux équipements qui nécessitent un investissement important sur une courte durée :

- 2027 : emprunt de 3 000 k€
- 2030 : emprunt de 2 500 k€
- 2031 : emprunt de 2 000 k€
- 2032 : emprunt de 1 300 k€

Ainsi, le fonds de roulement cumulé en 2032 s'élèverait à 676 k€, valeur minimale sur cette période. La capacité de désendettement sur le BaCOSPAC durant cette période resterait inférieure à 8 ans jusqu'en 2032.



Envoyé en préfecture le 10/03/2023
Reçu en préfecture le 10/03/2023
Publié le 10/03/2023
ID : 060-246000897-20230228-2023_02_3188-DE

N° Emprunt	Collectivité	Motif emprunt	Organisme prêteur	Date du premier remboursement	Durée de l'emprunt	Taux de l'emprunt	Montant de l'emprunt	Capital restant dû à fin 2022		2023
10525611/01	SIAPA	Reconstruction de la STEP	AESN	20/01/2016	20 ans	0%	134 000,00 €	87 100,00 €	Annuités capital	6 700,00 €
									Annuités intérêts	- €
10525601/01	SIAPA	Reconstruction de la STEP	AESN	20/01/2016	15 ans	0%	68 800,00 €	36 693,31 €	Annuités capital	4 586,67 €
									Annuités intérêts	- €
10515321/01	Houdancourt	Reconstruction de la STEP	AESN	21/01/2016	20 ans	0%	116 336,00 €	75 618,40 €	Annuités capital	5 816,80 €
									Annuités intérêts	- €
17672	SIA Chevrières / Grandfresnoy	Réhabilitation des réseaux	CDC	01/02/2016	20 ans	2%	117 000,00 €	77 999,99 €	Annuités capital	5 571,43 €
									Annuités intérêts	1 560,00 €
10384011/01	SIA Longueil Sainte Marie	Création des réseaux à Hemevillers	AESN	04/02/2014	20 ans	0%	334 584,00 €	184 021,20 €	Annuités capital	16 729,20 €
									Annuités intérêts	- €
10517841/01	SIA Chevrières / Grandfresnoy	Réhabilitation des réseaux	AESN	17/02/2016	15 ans	0%	78 629,00 €	41 935,49 €	Annuités capital	5 241,93 €
									Annuités intérêts	- €
10531951/01	SIAPA	Reconstruction de la STEP	AESN	16/03/2016	20 ans	0%	416 472,00 €	443 065,34 €	Annuités capital	34 081,95 €
									Annuités intérêts	- €
10531941/01	SIAPA	Réseaux de transfert	AESN	16/03/2016	15 ans	0%	584 507,00 €	311 737,09 €	Annuités capital	38 967,13 €
									Annuités intérêts	- €
1053194	SIAPA	Réseaux de transfert EU et eaux traitées	AESN	07/05/2021	15 ans	0%	146 126,00 €	116 900,81 €	Annuités capital	9 741,73 €
									Annuités intérêts	- €
1053195	SIAPA	Création STEP	AESN	14/05/2021	20 ans	0%	166 589,00 €	141 600,65 €	Annuités capital	8 329,45 €
									Annuités intérêts	- €
1060320	SIAPA	Création STEP	AESN	14/05/2021	20 ans	0%	107 439,00 €	91 323,15 €	Annuités capital	5 371,95 €
									Annuités intérêts	- €
1060315	SIAPA	Réseaux de transfert EU et eaux traitées	AESN	24/06/2021	15 ans	0%	87 814,00 €	70 251,19 €	Annuités capital	5 854,27 €
									Annuités intérêts	- €
05AL127	SIAPA	Réseaux de transfert	Caisse d'épargne	25/03/2006	10 ans	3,41%	110 000,00 €	21 187,42 €	Annuités capital	6 827,06 €
									Annuités intérêts	722,49 €
11AL056	SIA Chevrières / Grandfresnoy	Reconstruction de la STEP	Caisse d'épargne	21/06/2011	25 ans	Variable	3 000 000,00 €	2 122 084,63 €	Annuités capital	107 324,95 €
									Annuités intérêts	55 510,20 €
10236901/01	SIA Chevrières / Grandfresnoy	Reconstruction de la STEP	AESN	02/08/2012	20 ans	0%	378 487,00 €	218 056,87 €	Annuités capital	24 228,55 €
									Annuités intérêts	- €
1038401	SIA Longueil Sainte Marie	Reconstruction de la STEP	AESN	21/08/2018	20 ans	0%	83 646,00 €	62 734,50 €	Annuités capital	4 182,30 €
									Annuités intérêts	- €
5095265	SIAPA	Reconstruction de la STEP	CDC	01/09/2016	25 ans	3,00%	1 500 000,00 €	688 695,65 €	Annuités capital	38 260,87 €
									Annuités intérêts	20 660,87 €
13AL003	SIA Chevrières / Grandfresnoy	Reconstruction de la STEP	Caisse d'épargne	25/10/2014	180 mois	Progressif	300 000,00 €	141 103,75 €	Annuités capital	21 193,00 €
									Annuités intérêts	5 855,81 €
00003069992V	SIAPA	Reconstruction de la STEP	Crédit foncier	21/11/2014	20 ans	3,48%	3 300 000,00 €	2 242 324,58 €	Annuités capital	153 738,66 €
									Annuités intérêts	78 032,90 €
10283671/01	SIA Chevrières / Grandfresnoy	Réhabilitation du PR	AESN	10/12/2013	15 ans	0%	26 364,00 €	8 788,00 €	Annuités capital	1 757,60 €
									Annuités intérêts	- €
488015	Houdancourt	Reconstruction de la STEP	crédit agricole	28/02/2015	15 ans	2,32%	100 000,00 €	50 990,78 €	Annuités capital	6 788,71 €
									Annuités intérêts	1 124,21 €
								7 234 212,80 €	TOTAL CAPITAL	511 294,21 €
									TOTAL ANNUITES	163 466,48 €

SCENARIO 2 :

L'évolution tarifaire pourra être retravaillée pour éviter la baisse des tarifs avant une remontée plus importante sur certains secteurs. Un tarif cible unique en 2024, année de mise en place d'un contrat de délégation de service public unique sur le territoire communautaire, reste l'une des priorités. L'augmentation de ce tarif cible en 2024 permettrait d'assurer des recettes complémentaires pour la collectivité et ainsi limiter le besoin de financement vis-à-vis des différents projets programmés.

En effet, à titre d'exemple, la mise en place de ce tarif à 3,52 €/m^3 permettrait de limiter le besoin de financement d'environ 1 million d'euros.

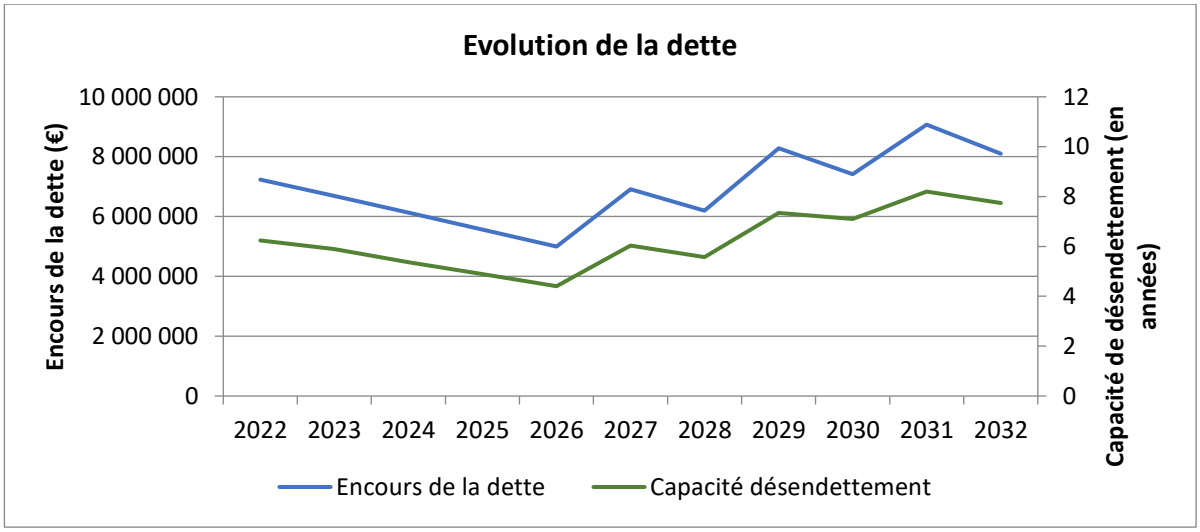
Envoyé en préfecture le 10/03/2023
Reçu en préfecture le 10/03/2023
Publié le 10/03/2023
ID : 060-246000897-20230228-2023_02_3188-DE

Le besoin de financement serait alors ramené à 7 800 k€ sur la période. Ces emprunts devront être sollicités principalement avant les travaux de création de nouveaux équipements qui nécessitent un investissement important sur une courte durée :

- 2027 : emprunt de 2 500 k€
- 2029 : emprunt de 2 800 k€
- 2031 : emprunt de 2 500 k€

	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
Investissement total	1 135 k€	2 827 k€	1 300 k€	640 k€	6 700 k€	640 k€	640 k€	3 768 k€	2 054 k€	2 635 k€
Résultat de fonctionnement cumulé (après affectation du résultat N-1)	4 418 k€	4 578 k€	4 160 k€	4 230 k€	2 047 k€	1 927 k€	2 782 k€	1 731 k€	2 489 k€	670 k€
Solde d'exécution d'investissement (après affectation du résultat N-1)	1 696 k€	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€	1 845 k€	0 k€	310 k€	0 k€
Variation annuelle du fonds de roulement (résultat + solde d'exécution de l'exercice)	-251 k€	-1 537 k€	-418 k€	69 k€	-2 183 k€	-120 k€	2 699 k€	-2 895 k€	1 068 k€	-2 130 k€
Variation cumulée du fonds de roulement (Résultat + solde d'exécution cumulé)	6 115 k€	4 578 k€	4 160 k€	4 230 k€	2 047 k€	1 927 k€	4 627 k€	1 731 k€	2 800 k€	670 k€

Le résultat cumulé du BaCOSPAC à échéance 2032 reste quant à lui stable avec une prévision à 670 k€ et la capacité de désendettement resterait acceptable avec un maximum estimé à 8,2 années.



Envoyé en préfecture le 10/03/2023
Reçu en préfecture le 10/03/2023
Publié le 10/03/2023
ID : 060-246000897-20230228-2023_02_3188-DE

BaANC

Pour l'année 2023, les dépenses programmées sont celles relatives à la réalisation des contrôles en cas de vente, celles liées à la réalisation des contrôles pour les constructions neuves et les chargées liées au personnel. Une partie des contrôles périodiques de bon fonctionnement doit également être réalisée en 2023.

Du point de vue des recettes, celles-ci seront composées des redevances versées par les usagers. Une subvention du budget principal permettra d'équilibrer ce budget comme les précédentes années.

L'équilibre du budget se fera comme les années précédentes par une subvention du budget principal vers le BaANC. Cette subvention est autorisée pour les 5 premières années après la création du SPANC. En 2024 l'équilibre budgétaire devra donc se faire sans cette subvention.

En 2024, le service sera géré en régie directe : un technicien en charge des contrôles sera recruté et affecté au BaANC au prorata du temps réellement passé.

BaEP

En termes de dépenses, l'étude diagnostique des réseaux sur la commune d'Estrées Saint Denis se poursuivra en 2023 avec la mise en place des compteurs de sectorisation et la modélisation des réseaux. Cette étude est inscrite au Contrat Territoire Eau et Climat signé avec l'Agence de l'Eau Seine Normandie.

En termes de travaux, il est prévu le renforcement et renouvellement des canalisations :

- Avenue de Flandre à Estrées Saint Denis
- Rue de la Jacquerie à Avrigny
- Rue du Clos Dannon à Longueil Sainte Marie
- Rue de Vaudherlant à Le Fayel

Un diagnostic complet du réservoir de Grandfresnoy est également programmé. Ce diagnostic permettra de définir un programme de travaux à réaliser en 2024 (sécurisation du site, vigipirate, étanchéité des cuves, …).

Les études relatives à la création d'un nouveau forage sur la commune d'Hémévillers et d'une interconnexion entre Estrées Saint Denis et Hémévillers se poursuivront. La création de l'interconnexion est prévue au second semestre 2023 et le forage en 2024.

Les diagnostics règlementaires des forages seront lancés sur une première série de 4 ouvrages. Ces diagnostics se poursuivront sur les trois prochains exercices.

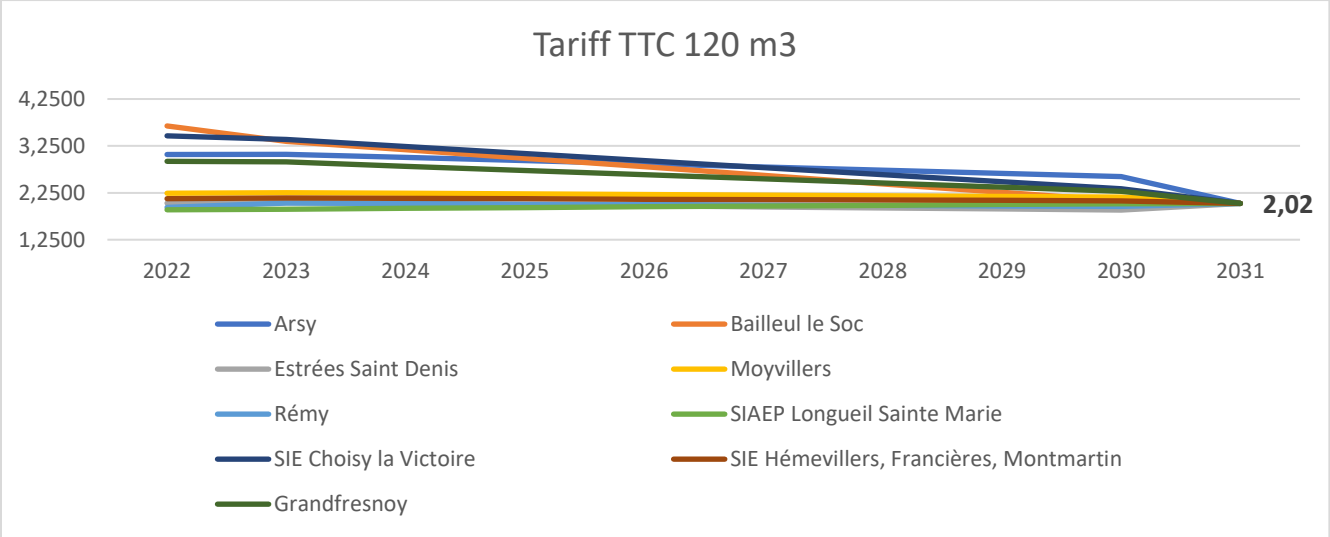
Enfin, concernant les actions relatives à la protection des captages, le programme de suivi de l'azote dans les parcelles agricoles sera poursuivi jusqu'en 2025.

Envoyé en préfecture le 10/03/2023
Reçu en préfecture le 10/03/2023
Publié le 10/03/2023
ID : 060-246000897-20230228-2023_02_3188-DE

Du point de vue des recettes, il faudra ici compter principalement sur les redevances versées par les usagers, les ventes d'eau en gros aux collectivités voisines et les subventions perçues en provenance de l'Agence de l'Eau Seine Normandie, du Conseil Départemental de l'Oise et de la DETR.

En 2023, la commune d'Epineuse intégrera le service eau potable de la CCPE du fait de la dissolution du SIAEP de l'Hardière au 31 décembre 2022.

Une étude sur l'harmonisation tarifaire réalisée en 2020, actualisée suite au renouvellement du contrat de délégation de service public en 2022 a permis de définir le tarif cible à échéance 2030. C'est sur cette base que sont calculées les redevances pour les années à venir. L'évolution prévue est la suivante :



La projection budgétaire à échéance 2030 présentée ci-dessous a été établie selon les bases suivantes :

- Redevances calculées en fonction de l'évolution tarifaire pressentie
- Renouvellement des réseaux d'eau potable à hauteur de 1% du linéaire chaque année (soit environ 1 600 ml ou 760 000 € HT, études comprises)
- Une provision pour des extensions de réseau à hauteur de 20 000 € HT
- Une programmation des travaux de création d'un nouveau forage à Hémévillers et d'une interconnexion Estrées – Francières pour 840 000 € HT en 2023-2024
- Une programmation des travaux de construction de l'usine de traitement de l'eau potable de Longueil Sainte Marie pour 2 800 000 € HT entre 2023 et 2024

Envoyé en préfecture le 10/03/2023
Reçu en préfecture le 10/03/2023
Publié le 10/03/2023
ID : 060-246000897-20230228-2023_02_3188-DE

- Une provision de 120 000 € HT par an à partir de 2025 pour des travaux ou études hors renouvellement des réseaux (interconnexions, usines, nouveaux forages, …)
- Un taux de recours à l'emprunt maximal de 35% du montant des investissements avec une capacité de désendettement maximale fixée à 6 ans
- Un taux de subvention moyen estimé à 5% du montant des investissements

Année	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Investissement total	**734 k€**	**2 986 k€**	**2 161 k€**	**717 k€**	**732 k€**	**1 112 k€**	**929 k€**	**911 k€**	**933 k€**
Résultat de fonctionnement cumulé (après affectation du résultat N-1)	**1 653 k€**	**3 023 k€**	**1 770 k€**	**1 552 k€**	**1 730 k€**	**1 551 k€**	**945 k€**	**966 k€**	**623 k€**
Solde d'exécution d'investissement (après affectation du résultat N-1)	**945 k€**	**355 k€**	**0 k€**	**0 k€**	**572 k€**	**0 k€**	**0 k€**	**346 k€**	**0 k€**
Variation annuelle du fonds de roulement (résultat + solde d'exécution de l'exercice)	**51 k€**	**779 k€**	**-1 607 k€**	**-218 k€**	**749 k€**	**-750 k€**	**-606 k€**	**367 k€**	**-689 k€**
Variation cumulée du fonds de roulement (Résultat + solde d'exécution cumulé)	**2 598 k€**	**3 377 k€**	**1 770 k€**	**1 552 k€**	**2 302 k€**	**1 551 k€**	**945 k€**	**1 312 k€**	**623 k€**

Entre 2023 et 2030, les investissements sont estimés à 10,47 millions d'euros répartis comme suit :

- Travaux de renouvellement de réseaux : 5 400 k€ HT
- Etudes associées : 486 k€ HT
- Construction d'une unité de traitement de l'eau potable : 2 800 k€ HT
- Travaux de création d'interconnexions et nouveaux forages : 1 440 k€ HT (dont 820 k€ pour le forage d'Hémévillers et l'interconnexion Estrées-Francirèes)
- Etudes associées : 184 k€ HT
- Travaux d'extension de réseaux : 160 k€ HT

Pour faire face à ces investissements, un besoin de financement de l'ordre de 4 000 k€ est nécessaire sur la période. Ces emprunts devront être souscrits principalement avant les travaux de création de nouveaux équipements qui nécessitent un investissement important sur une courte durée :

- 2023 : emprunt de 2 000 k€
- 2026 : emprunt de 1 000 k€
- 2029 : emprunt de 1 000 k€

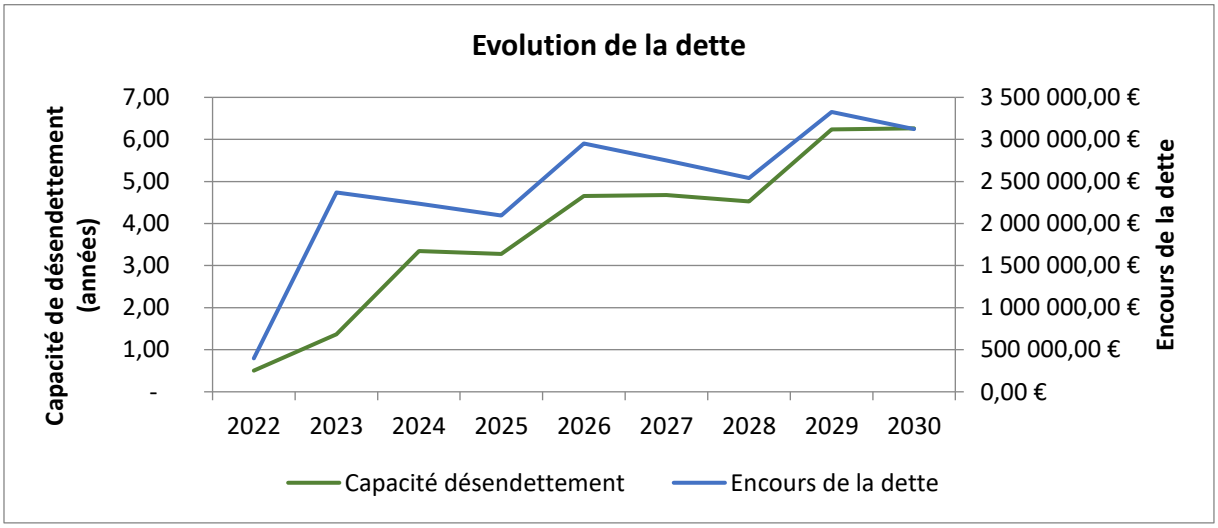
Ainsi, le fonds de roulement cumulé en 2030 s'élèverait à 623 k€, valeur minimale sur cette période. La capacité de désendettement sur le BaEP durant cette période resterait inférieure à 5 ans jusqu'en 2028 pour atteindre un peu plus de 6 ans en 2030.

Sur la base de ces hypothèses, le fonds de roulement diminuera rapidement à partir de 2030. Une réflexion pourra être menée suite à la renégociation des contrats de DSP eau et assainissement et à

Envoyé en préfecture le 10/03/2023
Reçu en préfecture le 10/03/2023
Publié le 10/03/2023
ID : 060-246000897-20230228-2023_02_3188-DE

l'ajustement éventuel des redevances collectivité / exploitant. Cet ajustement pourra entrainer une révision des recettes liées aux redevances et donc de l'équilibre général de la prospective financière.

Collectivité	Motif	Prêteur	1ère échéance	Durée	Taux	Montant	Capital restant dû à fin 2022	Annuités	2023
SIAEP Hémévillers	Remplacement des branchements plombs	Caisse d'épargne	25/01/2016	180 mois	2,45%	49 150 €	28 419,11 €	Capital	3 258,81 €
								Intérêts	696,27 €
ARSY	Interconnexion Arsy - Grandfresnoy	La banque postale	01/08/2020	20 ans	1,34%	300 000 €	259 929,75 €	Capital	13 716,30 €
								Intérêts	3 483,06 €
Grandfresnoy	Travaux 1ère tranche rue des Auges	Caisse d'épargne	25/12/2015	180 mois	2,50%	150 000 €	76 922,65 €	Capital	10 191,90 €
								Intérêts	1 923,07 €
							365 271,51 €	TOTAL CAPITAL	27 167,01 €
								TOTAL INTERETS	6 102,40 €



Envoyé en préfecture le 10/03/2023
Reçu en préfecture le 10/03/2023
Publié le 10/03/2023
ID : 060-246000897-20230228-2023_02_3188-DE

12. Lexique

AC	Attribution de compensation
Adm	Administrations
AE	Autorisation d'engagement
BCE	Banque centrale européenne
BIT	Bureau international du travail
CA	Communauté d'agglomération
CC	Communauté de communes
CET	Contribution économique territoriale
CFE	Cotisation foncière des entreprises
CFL	Comité des finances locales
CFU	Compte financier unique
CIF	Coefficient d'intégration fiscale
CP	Crédit de paiement
CU	Communauté urbaine
CVAE	Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises
DCRTP	Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle
DDEC	Dotation départementale d'équipement des collèges
DETR	Dotation d'équipement des territoires ruraux
DGD	Dotation générale de décentralisation
DGE	Dotation globale d'équipement
DGF	Dotation globale de fonctionnement
DMTO	Droits de mutation à titre onéreux
DNP	Dotation nationale de péréquation
DPV	Dotation politique de la ville
DRES	Dotation régionale d'équipement scolaire
DSC	Dotation de solidarité communautaire
DSIL	Dotation de soutien à l'investissement local
DSR	Dotation de solidarité rurale
DSU	Dotation de solidarité urbaine
EPCI	Établissement public de coopération intercommunale
FB	Foncier bâti
FBCFAPU	Formation brute de capital fixe des administrations publiques

Envoyé en préfecture le 10/03/2023
Reçu en préfecture le 10/03/2023
Publié le 10/03/2023
ID : 060-246000897-20230228-2023_02_3188-DE

FCTVA Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée

FDPTP Fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle

FNB Foncier non bâti

FNGIR Fonds national de garantie individuelle des ressources

FPIC Fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales

FPU Fiscalité professionnelle unique

FPZ Fiscalité professionnelle de zone

FSRIF Fonds de solidarité des communes de la région Ile-de-France

IFER Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux

IPC Indice des prix à la consommation

LFI Loi de finances initiales

LFR Loi de finances rectificatives

LPFP Loi de programmation des finances publiques

OPEP Organisation des pays exportateurs de pétrole

PF Potentiel fiscal

PIB Produit intérieur brut

PLF Projet de loi de finances

PSR Prélèvements sur recettes

REOM Redevance d'enlèvement des ordures ménagères

RCT Mission Relation avec les collectivités territoriales

TASCOM Taxe sur les surfaces commerciales

TDIL Travaux divers d'intérêt général

TEOM Taxe d'enlèvement des ordures ménagères

TH Taxe d'habitation

THLV Taxe d'habitation sur les logements vacants

TICPE Taxe intérieure sur la consommation de produits énergétiques

TLV Taxe sur les logements vacants

TP Taxe professionnelle

TSCA Taxe sur les conventions d'assurance

VP Valeur de point

VM Versement mobilités